



STATISTIQUES 2013-2014

14^e LÉGISLATURE

Statistiques concernant la session 2013-2014

(1^{er} octobre 2013 – 30 septembre 2014)

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

SRC	Groupe socialiste, républicain et citoyen.
UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
UDI	Groupe Union des démocrates et indépendants.
ÉCOLO	Groupe écologiste.
RRDP	Groupe radical, républicain démocrate et progressiste.
GDR	Groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.	Commission des affaires étrangères.
CULT.	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.	Commission des affaires économiques.
FIN.	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

—	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	6
1.1. Répartition géographique des sièges.....	7
1.2. Effectifs des groupes.....	7
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale.....	8
1.3.1. Remplacement de députés.....	8
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de députés.....	8
1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales	8
1.3.4. Élections partielles	8
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2014	8
1.4. Âge, profession et autres mandats détenus des députés.....	8
1.4.1. Répartition par tranches d'âge et par groupe.....	8
1.4.2. Moyenne d'âge par groupe.....	9
1.4.3. Répartition des députés par catégories socio-professionnelle	9
1.4.4. Autres mandats détenus	11
1.5. Contestations d'opérations électorales.....	12
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	12
1.7. Immunités parlementaires.....	12
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	12
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite.....	12
1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C.....	12
1.8. Incompatibilités parlementaires	12
2. BILAN D'ACTIVITÉ.....	13
2.1. Congrès du Parlement.....	14
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale.....	14
2.2.1. Sessions et séances publiques.....	14
2.2.2. Impressions parlementaires.....	14
2.3. Commissions permanentes et spéciales	15
2.3.1. Travaux des commissions	15
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs.....	16
2.3.2.1. - Textes non budgétaires.....	16
2.3.2.2. - Textes budgétaires.....	16
2.3.2.3. - Rapports d'information	16
2.3.2.4. - Rapports d'application.....	16
2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations	16
2.4. Commission des affaires européennes	17
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes.....	17
2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	17
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.....	17
2.6. Délégations et offices parlementaires	17
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	17
2.6.2. Offices parlementaires.....	17
2.7. Commissions d'enquête.....	17
3. EXAMEN DES TEXTES	18
3.1. Projets et propositions de loi.....	19
3.1.1. Projets de loi.....	19
3.1.2. Propositions de loi.....	20
3.1.3. Récapitulation.....	21
3.1.4. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive	21
3.2. Propositions de résolution.....	22

4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	23
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	24
4.1.1. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. (sessions extraordinaires).....	24
4.1.2. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.	24
4.1.3. Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3 C).....	25
4.1.4. Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.	25
4.1.5. Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.	26
4.2. Procédures accélérées	27
4.3. Procédures d'examen simplifié (Art. 103 R.).....	27
4.4. Temps législatif programmé (Art. 49-5 R.)	27
4.5. Motions de procédure (Art. 91 R., 122 R. et 128 R.).....	27
4.6. Secondes délibérations.....	27
4.7. Commissions mixtes paritaires	28
4.8. Amendements	29
4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	29
4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés	29
4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session (hors conventions)	30
4.9. Votes bloqués.....	31
4.10. Procédures de vote	31
4.11. Incidents de séance	32
4.11.1. Rappels au Règlement	32
4.11.2. Faits personnels.....	32
4.11.3. Sanctions disciplinaires.....	32
4.12. Décisions du Conseil constitutionnel.....	32
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS.....	33
5.1. Tenus à la demande du Gouvernement	34
5.2. Tenus à la demande des commissions permanentes	34
5.3. Tenus à la demande d'un groupe politique	34
6. ENGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	35
6.1. Engagement de responsabilité du Gouvernement	36
6.2. Motions de censure	36
7. QUESTIONS.....	37
7.1. Questions orales.....	38
7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement.....	38
7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat	38
7.2. Questions écrites.....	38
7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées	38
7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites signalées.....	38

ANNEXES	39
ANNEXE I	
Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	40
ANNEXE II	
Missions temporaires confiées par le Gouvernement	42
ANNEXE III	
Commissions élargies	43
ANNEXE IV	
Mission d'évaluation et de contrôle (MEC).....	44
Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS).....	44
Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes.....	44
Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement.....	45
ANNEXE V	
Demandes de consultation des commissions sur des nominations	46
ANNEXE VI	
Liste des propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	47
ANNEXE VII	
Liste des commissions d'enquête	48
Travaux des commissions d'enquête	48
ANNEXE VIII	
Propositions de loi AN rejetées	49
Propositions de loi Sénat rejetées	49
ANNEXE IX	
Liste chronologique des lois promulguées.....	50
ANNEXE X	
Textes examinés en application de l'article 29 de la Constitution (sessions extraordinaires)	57
Textes examinés en application de l'article 48 de la Constitution.....	58
ANNEXE XI	
Calendrier de l'ordre du jour partagé.....	66
ANNEXE XII	
Liste des textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée	67
ANNEXE XIII	
Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifié	70
ANNEXE XIV	
Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé	72
ANNEXE XV	
Commissions mixtes paritaires	73
ANNEXE XVI	
Liste chronologique des scrutins.....	77
ANNEXE XVII	
Décisions du Conseil Constitutionnel.....	79
ANNEXE XVIII	
Déclarations et débats	83
ANNEXE XIX	
Engagements de responsabilité et censure	84
ANNEXE XX	
Répartition des réponses ministérielles aux questions orales	85
Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites.....	87

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

- Départements métropolitains	539
- Départements d'outre-mer	19
- Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 C	8
- Français établis hors de France	11
- Total	577

1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2013			Au 30 septembre 2014		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
SRC	276	16	292	274	15	289
UMP	191	8	199	191	8	199
UDI	30	0	30	30	0	30
Écolo	17	0	17	17	1	18
GDR	15	0	15	15	0	15
RRDP	16	0	16	17	0	17
Total des groupes.....	545	24	569	545	23	568
Députés non-inscrits	///	///	8	///	///	9
Total des sièges pourvus			577⁽¹⁾			577⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	0	///	///	0
Total des sièges			577			577

(1) Dont 151 femmes : 106 SRC, 27 UMP, 1 UDI, 8 Ecolo, 3 RRDP, 3 GDR, 3 non inscrits

(2) Dont 151 femmes : 103 SRC, 28 UMP, 2 UDI, 9 Ecolo, 3 RRDP, 3 GDR, 3 non inscrits

1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	-
– nomination à des fonctions ministérielles	11
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire.....	-

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de députés : 15

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales : 1

1.3.4. Élections partielles : 4
(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	-
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral.....	-
– démission volontaire	4

1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2014 : -

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranches d'âge et par groupe

Désignation	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
De 20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	1	1
De 25 à 29 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 34 ans	3	3	-	-	-	-	-	6
De 35 à 39 ans	18	8	1	2	1	-	-	33
De 40 à 44 ans	25	13	2	5	2	-	1	47
De 45 à 49 ans	40	19	5	1	2	2	-	71
De 50 à 54 ans	37	37	6	4	4	1	4	93
De 55 à 59 ans	48	31	6	3	3	1	1	95

⁽¹⁾ Voir annexe I.

Désignation	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
De 60 à 64 ans.....	47	40	4	-	2	4	-	99
De 65 à 69 ans.....	53	35	3	2	3	5	1	102
70 ans et plus.....	18	13	3	1	2	2	1	30
Total.....	289	199	30	18	17	15	9	577

1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

Groupes	Âge moyen
SRC.....	56 ans et 4 mois
UMP.....	57 ans et 5 mois
UDI.....	56 ans et 2 mois
Écolo.....	51 ans et 8 mois
RRDP.....	57 ans et 2 mois
GDR.....	63 ans et 1 mois
Non-inscrits.....	52 ans et 9 mois
Moyenne générale.....	56 ans et 4 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégories socio-professionnelles

Professions	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Administrateurs de sociétés	-	5	-	-	-	-	-	5
Agents d'affaires	-	1	-	-	-	-	-	1
Agents d'assurances	-	2	-	-	-	-	-	2
Agents généraux d'assurance	-	1	-	-	-	-	-	1
Agents techniques et techniciens	3	-	-	-	-	1	-	4
Agriculteurs - propriétaires exploitants	6	7	-	1	-	-	-	14
Architectes	1	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	-	-	-	-	-	-	1
Assistants sociales	2	-	-	-	-	-	-	2
Autres cadres (secteur privé)	14	13	2	1	1	1	1	33
Autres professions	15	8	2	1	1	-	-	27

Professions	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Autres professions libérales	6	6	-	1	-	-	-	13
Avocats	10	20	3	-	1	-	2	36
Cadres (entreprises publiques)	7	2	-	-	-	-	-	9
Cadres supérieurs (secteur privé)	27	22	7	1	2	-	-	59
Cadres supérieurs (entreprises publiques)	4	1	-	-	-	-	-	5
Chirurgiens	-	2	-	-	-	-	-	2
Commerçants	2	-	2	-	-	1	-	5
Dentistes	1	1	-	-	-	-	1	3
Employés (secteur privé)	2	-	-	1	-	1	-	4
Employés (autres entreprises publiques)	-	-	-	-	1	-	-	1
Enseignants : secondaire et technique	25	4	-	1	1	1	-	32
Enseignants du premier degré - directeurs d'écoles	10	-	-	1	-	1	-	12
Experts comptables	-	2	1	-	-	-	-	3
Fonctionnaires de catégorie A	40	8	1	1	2	-	1	53
Fonctionnaires de catégorie B	5	1	-	-	-	-	-	6
Fonctionnaires des grands corps de l'État	14	17	1	-	1	-	1	34
Hommes de lettres et artistes	1	-	-	-	-	-	-	1
Industriels, chefs d'entreprises industrielles	5	10	1	-	1	-	-	17
Ingénieurs	4	5	2	1	-	-	-	12
Journalistes	2	1	2	1	-	-	1	7
Magistrats	1	2	1	-	-	-	-	4
Médecins	9	11	1	1	1	1	-	24
Notaires	-	2	-	-	-	-	-	2
Pensionnés et retraités civils	36	9	1	2	3	2	-	53
Permanents politiques	7	3	1	2	-	2	-	15
Pharmaciens	1	2	-	-	-	-	-	3

Professions	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Professeurs de faculté	3	8	1	-	1	1	-	14
Professions rattachées à l'enseignement	8	1	-	1	-	3	-	13
Représentants de commerce	-	-	1	-	-	-	-	1
Sages-femmes	1	1	-	-	-	-	-	2
Salariés agricoles	-	-	-	-	-	-	1	1
Salariés du secteur médical	2	4	-	-	-	-	-	6
Sans profession déclarée	13	16	-	1	1	-	1	32
Vétérinaires	1	1	-	-	-	-	-	2

1.4.4. Autres mandats détenus ⁽¹⁾

Mandats ou fonctions	SRC	UMP	UDI	Ecolo	RRDP	GDR	NI	Total
Maires	69	95	16	1	8	9	4	202
Conseillers régionaux	29	19	2	-	1	1	-	52
dont Présidents de conseil régional	4	-	-	-	1	-	-	5
Conseillers généraux	46	33	6	1	3	2	4	95
dont Présidents de conseil général	4	4	2	-	-	-	-	10
Conseillers de Paris	5	5	-	-	-	-	-	10

⁽¹⁾ Ces données sont recueillies sur la base des déclarations des députés
Recueil Statistiques 2013-2014

1.5. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Enregistrées en cours de période	3	2
Requêtes :		
- devenues sans objet		
- rejetées.....	-	-
- suivies d'annulation	-	-

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période 16

Missions en cours au 30 septembre 2014..... 7

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale -

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale..... 1

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C

Réunions..... 1

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel 1

⁽¹⁾ Voir annexe II.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽¹⁾	Questions	Résolutions	Divers ⁽²⁾
Session ordinaire de 2013-2014 (séances du 1er octobre 2013 au 30 juin 2014)	120	256	1 002 h 35	591 h 10	247 h 00	36 h 10	111 h 10	15 h 45	1 h 20
1 ^{re} session extraordinaire de 2013-2014 (séances du 1er au 23 juillet 2014)	14	27	119 h 55	91 h 10	19 h 50	2 h 10	5 h 50	0 h 55	-
2 ^e session extraordinaire de 2013-2014 (séances du 9 au 18 septembre 2014)	7	14	57 h 00	50 h 20	-	3 h 45	2 h 25	0 h 30	-
3 ^e session extraordinaire de 2013-2014 (séance du 24 septembre 2014)	1	1	2 h 20	-	-	2 h 20	-	-	-
TOTAL	142	298	1 181 h 50	732 h 40	266 h 50	44 h 25	119 h 25	17 h 10	1 h 20

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	98	7 296	7	872	105	8 168
Propositions de loi	319	4 145	-	-	319	4 145
Propositions de résolution	56	652	-	-	56	652
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	1 008	11 728	-	-	1 008	11 728
Rapports législatifs ⁽³⁾	165	21 176	66	7 676	231	28 852
Avis	37	2 464	80	4 824	117	7 288
Rapports d'information ⁽⁴⁾	87	12 396	-	-	87	12 396
Autres rapports ⁽⁵⁾	15	4 652	-	-	15	4 652
Totaux	777	52 781	153	13 372	1 938	77 881

(1) Dont déclarations, motions de censure et débats.

(2) Dont élections du Bureau, dépôt rapport annuel de la Cour des comptes...

(3) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(4) Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

(5) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions du 1^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014 ⁽¹⁾

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales ⁽²⁾	Total
Réunions										
Nombre	47	121	102	85	69	93	133	85	47	782
Durée	95 h 45	259 h 45	145 h 00	148 h 15	111 h 45	157 h 30	201 h 45	110 h 45	104 h 00	1 334 h 30
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>20 h 25</i>	<i>17 h 00</i>	<i>7 h 00</i>	<i>11 h 00</i>	<i>6 h 45</i>	<i>8 h 30</i>	<i>101 h 45</i>	<i>20 h 15</i>	-	<i>192 h 40</i>
<i>dont commission élargie⁽³⁾</i>	<i>14 h 40</i>	<i>20 h 55</i>	<i>20 h 55</i>	<i>6 h 50</i>	<i>8 h 10</i>	<i>12 h 45</i>	<i>42 h 35</i>	<i>17 h 55</i>	-	<i>42 h 35</i>
Ouvertes à la presse	37	52	29	55	27	80	35	57	41	413
Auditions										
Membres du Gouvernement	3	21	25	14	16	6	17	7	6	115
Autres personnalités	25	82	63	26	86	85	40	6	76	489
Total des auditions	28	103	88	40	102	91	57	13	82	604
Examen des textes										
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	2	7	27	9	1	4	10	11	2	73
Propositions de loi	18	29	-	47	6	21	18	153	-	292
Propositions de résolution	2	7	-	8	-	4	3	9	-	33
<i>dont propositions européennes</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>7</i>
Total des textes renvoyés	22	43	27	64	7	29	31	173	2	398
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	1	6	35	6	1	2	5	17	-	73
Propositions de loi	3	4	-	7	-	4	1	8	-	27
Propositions de résolution	2	3	1	4	-	-	1	4	-	15
<i>dont propositions européennes</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>10</i>
Total des textes adoptés définitivement	6	13	36	17	1	6	7	29	-	115
Rapports déposés										
En première lecture :										
- sur des projets de loi	-	4	34	4	1	3	4	9	2	61
- sur des propositions de loi	3	2	-	10	1	5	2	17	1	41
- sur des propositions de résolution	1	2	2	2	-	1	-	6	-	14
<i>dont propositions européennes</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>32</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>4</i>	<i>-</i>	<i>9</i>
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	4	8	36	16	2	9	6	32	3	116
<i>dont rapports conjoints</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	4	-	4	-	-	5	7	-	20
sur des propositions de loi	1	2	-	-	-	1	-	1	-	5
Total des rapports déposés en lectures suivantes	1	6	-	4	-	1	5	8	-	25
Total des rapports toutes lectures	5	14	36	20	2	10	11	40	3	141
<i>Annexes au rapport général</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	48	<i>///</i>	<i>///</i>	48
Avis										
sur le PLF de l'année	10	17	9	7	8	10	-	14	-	75
sur d'autres PLF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des projets de loi	5	2	2	2	2	9	7	3	-	32
sur des propositions de loi	-	1	-	-	-	2	-	-	-	3
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total	15	20	11	9	10	21	7	17	-	110
Rapports d'information										
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	<i>4</i>	<i>4</i>	<i>9</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>9</i>	<i>4</i>	<i>-</i>	<i>35</i>
<i>dont rapport d'information budgétaire (art. 146)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>4</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

(1) Pour les missions d'information communes, voir annexe IV.

(2) Commissions spéciales sur la prostitution, sur la transition énergétique et sur la vie des entreprises.

(3) Voir annexe III.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. - Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :								
- projets de loi	102	9	1	-	-	1	-	113
- propositions de loi	32	11	3	2	3	2	-	53
- propositions de résolution (hors européennes).....	2	-	1	1	-	1	-	5
- propositions de résolutions européennes	8	1	-	-	-	2	-	11
Total	144	21	5	3	3	6	-	182
Commissions saisies pour avis :								
- projets de loi	30	1	-	1	-	-	-	32
- propositions de loi	3	-	-	-	-	-	-	3
- propositions de résolution.....	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	33	1	-	1	-	-	-	35

2.3.2.2. - Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
Commissions des finances :								
- rapporteur général	2	-	-	-	-	-	-	2
- rapporteurs spéciaux	30	12	2	2	1	1	-	48
Autres commissions (avis) :								
- sur la loi de finances annuelle	41	19	5	3	4	3	-	75
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-

2.3.2.3. - Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
- Rapports d'information des commissions permanentes.....	65	7	1	8	4	1	-	86
<i>dont rapports d'information budgétaires.....</i>	2	2	-	-	-	-	-	2

2.3.2.4. - Rapports d'application

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
	1	-	-	-	-	-	-	1

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽²⁾ 18

⁽¹⁾ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'informations communes à plusieurs commissions, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe III du présent recueil.

⁽²⁾ Voir annexe V.

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
73	108 h 10	14	32	29	1 000	12

2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽¹⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2013.....	732
Textes transmis durant la période	1 008
Textes retirés ou devenus définitifs.....	612
Textes en instance au 30 septembre 2014.....	623

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Nombre de réunions	Durée	Nombre de rapports déposés	Auditions de membres du Gouvernement	Auditions d'autres personnalités
11	14 h 00	7	-	3

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	38	43 h 30	5	60	6
Délégation aux outre-mer	17	27 h 30	1	45	6

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	27	101 h 45	-	17	8

2.7. Commissions d'enquête ⁽²⁾

– Commissions constituées durant la période	5
– Rapports déposés durant la période.....	4

⁽¹⁾ Voir annexe VI. Voir aussi, ci-après en 3.2, la répartition par groupe des propositions de résolution.

⁽²⁾ Voir annexe VII.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2013	57	16	73
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2013	39	29	68
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2013.....	15	3	18
Total.....	111	48	159
Textes retirés.....	1	-	1
Total des textes pris en compte.....	110	48	158

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale..	-	1	-	11	6	18
	Au Sénat.....	17	-	-	-	8	25
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale .	19	-	-	-	8	27
	Au Sénat	-	2	-	-	1	3
Total.....		36	3	-	11	23	73

Rejets	-	-	-	-	-	-
---------------------	---	---	---	---	---	---

En cours d'examen au 30 septembre 2014	En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale.....	80	1	1	-	-	82
Au Sénat ⁽²⁾	9	2	-	-	1	12
Total.....	89	3	1	-	1	94

⁽¹⁾ Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

⁽²⁾ Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2013	275	22	297 ⁽²⁾
<i>Dont transmis pour avis au Conseil d'État</i>	2	-	2
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2013	574	62	636
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2013.....	4	2	6
Total.....	853	86	939
Textes retirés.....	5	-	5
Total des textes pris en compte.....	848	86	934

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale.	-	5	-	1	2	8
	Au Sénat	6	2	-	-	2	10
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	4	-	-	-	-	4
	Au Sénat	-	5	-	-	-	5
Total.....		10	12	-	1	4	27

Rejets							12 ⁽³⁾
--------------	--	--	--	--	--	--	-------------------

En instance au 30 septembre 2014	En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale.....	77	9	-	-	-	86
Au Sénat	8	4	-	-	-	12
Total.....	85	13	-	-	-	98

⁽¹⁾ Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

⁽²⁾ Dont 19 propositions de loi constitutionnelle et 13 propositions de loi organique.

⁽³⁾ Voir annexe VIII.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	158	73	74 ⁽²⁾
Propositions de loi	934	27	26
Total	1 092	100	100

3.1.4. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale...	0	7	3	9	14	4	3	2	260 jours
	Dépôts Sénat	0	1	4	10	4	3	6	4	361 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale...	1	1	1	7	3	2	1	2	286 jours
	Dépôts Sénat	0	0	0	4	2	0	1	2	376 jours

⁽¹⁾ Voir annexe IX.

⁽²⁾ Dont 34 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

3.2. Propositions de résolution

	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Modification du Règlement :								
. déposées.....	1	2	-	-	-	-	-	3
. rejetées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	1	-	-	-	-	-	-	1 ⁽¹⁾
Constitution de commission d'enquête :								
. déposées.....	1	14	1	1	-	5	1	23
. retirées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	1	1	1	1	-	1	-	5
Résolutions européennes :								
. déposées :	9	2	-	3	-	1	-	15
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes.....	5	2	-	-	-	1	-	8
- par un député.....	4	-	-	3	-	-	-	7
. rejetées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
. considérées comme adoptées.....	7	1	-	3	-	-	-	11
. adoptées en séance publique.....	2	-	-	-	-	1	-	3
Suspension de détention ou de poursuites :								
. déposées.....	1	-	-	-	-	-	-	1
. adoptées.....	-	-	-	-	-	-	-	0
Mise en accusation devant la Haute Cour :								
. déposées.....	-	-	-	-	-	-	-	0
. adoptées.....	-	-	-	-	-	-	-	0
Application Art. 34-1 de la Constitution								
. déposées.....	7	8	2	-	-	2	-	19
. retirées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	4	-	-	-	-	-	-	4
. rejetées.....	-	1	-	-	-	-	-	1

⁽¹⁾ Résolution déclarée conforme à la Constitution (décision n° 2014-702 DC du 16/10/2014)
Recueil Statistiques 2013-2014

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour ^{(1) (2)}

4.1.1 Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. (sessions extraordinaires)

Nombre de séances	42
- soit en heures	179 h 15
Nombre de débats	1
Nombre de séances de questions	7
- questions d'actualité au Gouvernement	6
- questions orales sans débat.....	0
- questions à un ministre.....	1
Nombre de textes examinés	34
<i>Dont</i>	
- projets de loi	27
<i>dont conventions</i>	6
- propositions de loi	5
- propositions de résolution	2

4.1.2 Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. ⁽³⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	171
- soit en heures	690 h 40
Nombre de débats	-
Nombre de séances de questions	43
<i>dont</i>	
- questions d'actualité au Gouvernement	39
- questions orales sans débat.....	4
- questions à un ministre.....	0
Nombre de textes examinés	84
<i>Dont</i>	
- projets de loi	66
<i>dont conventions</i>	17
- propositions de loi	15
- propositions de résolution	3

⁽¹⁾ Voir annexe XI le calendrier de la session ordinaire 2013-2014.

⁽²⁾ Voir annexe X, Ordre du jour.

⁽³⁾ Y compris les semaines réservées à l'examen du PLF et du PLFSS. Voir annexe XI calendrier de la session ordinaire 2013-2014.

4.1.3. Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3 C.)^{(1) (2)}

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5 C.)

Nombre de séances	36
- soit en heures	146 h 30
Nombre de débats	-
Nombre de séances de questions	11
- questions d'actualité au Gouvernement	10
- questions orales sans débat.....	1
- questions à un ministre	0
Nombre de textes examinés	28
<i>dont</i>	
- projets de loi	12
- propositions de loi	12
- propositions de résolution	4

4.1.4 Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al.4 C.^{(1) (2)}

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5 C.)

Nombre de séances	35
- soit en heures	115 h 35
Nombre de débats	12
Nombre de séances de questions	22
<i>dont</i>	
- questions d'actualité au Gouvernement	11
- questions orales sans débat.....	6
- questions à un ministre	5
Nombre de textes examinés	19
- par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3 C.)	
<i>dont</i>	
- projets de loi	2
- propositions de loi	-
- autres textes	
- projets de loi	9
<i>dont conventions</i>	5
- propositions de loi	4
- propositions de résolution	4

⁽¹⁾ Voir annexe XI le calendrier de la session ordinaire 2013-2014.

⁽²⁾ Voir annexe X, Ordre du jour.

4.1.5 Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al. 5 C.⁽¹⁾⁽²⁾

Nombre de séances	14
- soit en heures	49 h 50
Nombre de débats	-
Nombre de textes examinés	22
<i>dont</i>	
- projets de loi	0
- propositions de loi	21
- propositions de résolution	1

⁽¹⁾ Voir annexe X, Ordre du jour.

⁽²⁾ Voir annexe XI le calendrier de la session ordinaire 2013-2014.

4.2. Procédures accélérées ⁽¹⁾

Procédures accélérées engagées	52
dont :	
- sur des projets de loi	37
- sur des propositions de loi	15

4.3. Procédures d'examen simplifiée (Art. 103 R.) ⁽²⁾

Textes ayant fait l'objet d'une demande	30
- oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	30

4.4. Temps législatif programmé (Art. 49-5 R.) ⁽³⁾

Textes pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	10
--	----

4.5. Motions de procédure (Art. 91 R., 122 R. et 128 R.) ⁽⁴⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Rejet préalable	26	2
Renvoi en commission	28	1
Motion référendaire	1	-
Demande d'ajournement	1	-

4.6. Secondes délibérations

Demandes :

- du Gouvernement	10
- d'une commission	-
- d'un député	-

⁽¹⁾ voir annexe XII – Liste des engagements de procédure accélérée.

⁽²⁾ voir annexe XIII – Liste des textes examinés selon la procédure d'examen simplifiée.

⁽³⁾ Voir annexe XIV – Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé.

⁽⁴⁾ Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.8. Amendements

4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)							Total
			SRC	UMP	UDI	Ecolo	RRDP	GDR	NI	
Enregistrés	1 134	567	4 612	9 528	1 645	1 356	690	3 442	365	23 339
- Irrecevables au titre de l'art. 40 C. :	///	6	286	541	97	94	68	594	10	1 696
Recevables	1 134	561	4 326	8 987	1 548	1 262	622	2 848	355	21 643
Retirés avant discussion	107	64	555	682	173	104	79	266	25	2 055
Adoptés	978	413	2 087	124	43	160	91	134	1	4 031
Part des amendements adoptés par rapport aux amendements enregistrés (en %)	86	72,8	45	1,3	2,6	12	13	3,9	0,3	17,3

4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés

Nombre d'amendements adoptés ⁽¹⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs....	49 ⁽²⁾	17	7	10	7	1	3	6	100

⁽¹⁾ Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁽²⁾ Dont 34 conventions internationales.

4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session (*hors conventions*) ⁽¹⁾ (2) (3)

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	1	95	42	116	19
	Propositions	3	0	0	2	2
Affaires économiques	Projets	6	6 840	2 327	7 888	1 299
	Propositions	4	204	149	142	51
Affaires étrangères	Projets	35 ⁽⁴⁾	322	143	152	56
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	4	1 360	482	2 270	364
	Propositions	7	135	47	226	48
Défense	Projets	1	203	135	145	1
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	2	677	290	499	198
	Propositions	4	152	92	162	48
Finances	Projets	1	-	-	21	1
	Propositions	1	39	16	63	26
Lois	Projets	17	2 146	756	3 866	790
	Propositions	8	248	200	179	50

⁽¹⁾ Voir aussi annexe IX la liste chronologique des lois promulguées.

⁽²⁾ Ces nombres concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

⁽³⁾ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

⁽⁴⁾ Dont 34 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

4.9. Votes bloqués

Nombre de demandes 1 (1)

4.10. Procédures de vote

Scrutins publics	308
<i>dont :</i>	
- scrutins publics solennels décidés en application de l'article 65-1 du Règlement (2)	32
- sur la prolongation d'une intervention des forces armées en application de l'article 35 de la Constitution	1
- sur des motions de procédure	10
- sur le passage à la discussion des articles	-
- sur une demande de constitution de commission spéciale	-
- sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
- sur des textes	265
Scrutins publics à la tribune	-
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	5
<i>dont :</i>	
- à l'Assemblée nationale	5
- au Congrès du Parlement	-
Scrutins secrets	-

(1) Sur l'amendement n° 1 à l'article 4 et l'ensemble du projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (26/11/2013).

(2) Voir annexe XVI.

4.11. Incidents de séance

4.11.1. Rappels au Règlement	222
4.11.2. Faits personnels	2
4.11.3. Sanctions disciplinaires	1
<i>Dont rappels à l'ordre</i>	1

4.12. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	10
Application de l'article 39 de la Constitution.....	1
Application de l'article 41 de la Constitution.....	-
Application de l'article 54 de la Constitution.....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	7
<i>Dont :</i>	
- <i>Lois organiques</i>	7
- <i>Règlements des Assemblées</i>	-
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	19
Application de l'article 74 de la Constitution.....	3

⁽¹⁾ Voir annexe XVII.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats ⁽¹⁾

5.1. Tenus à la demande du Gouvernement.....	8
– <i>dont suivies d'un vote</i>	2
5.2. Tenus à la demande des commissions permanentes ...	2
5.3. Tenus à la demande d'un groupe politique	10

⁽¹⁾ Voir annexe XVIII.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽¹⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution	2
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	-
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	2
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.....	-

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.....	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.....	-

⁽¹⁾ Voir annexe XIX.

7

QUESTIONS

7. Questions ⁽¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement (66 séances)

Groupes	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions posées	298	390	98	66	66	66	9	993

7.1.2. - Répartition par groupes des questions orales sans débat (11 séances)

Groupes	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions posées	143	154	21	11	10	11	3	353

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées

Groupes	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions publiées	6 606	16 459	1 515	436	345	937	608	26 906
Nombre de questions après retrait .	6 343	16 299	1 512	434	310	933	608	26 439
Nombre de réponses	5 698	13 137	1 231	410	311	723	425	21 952

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites "signalées" (37 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et "signalées" à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions posées	481	210	37	36	37	37	0	838

⁽¹⁾ Voir en annexe XX la répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau Député	J.O. L.D.	SÉANCE	CIRCONSCRIPTION
Démission le 10 avril 2014	Jean-Luc Moudenc	Laurence Arribagé	11.04.2014	-	Haute Garonne (3 ^e)
Démission le 23 avril 2014	Édouard Fritch	Maina Sage	23.04.2014	-	Polynésie française (1 ^{ère})
Démission le 1 ^{er} mai 2014	Jean-Louis Borloo	Laurent Degallaix	03.05.2014	-	Nord (21 ^e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Jean-Pierre Fougerat	Jean-Marc Ayrault	03.05.2014	05.05.2014	Loire-Atlantique (3e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Florence Delaunay	Alain Vidalies	03.05.2014	05.05.2014	Landes (1 ^e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Avi Assouly	Marie-Arlette Carlotti	04.05.2014	05.05.2014	Bouches-du-Rhône (5e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Vincent Feltesse	Michèle Delaunay	04.05.2014	05.05.2014	Gironde (2e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Danièle Hoffman-Rispal	Cécile Duflot	04.05.2014	05.05.2014	Paris (6e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Sylvie Pichot	Guillaume Garot	04.05.2014	05.05.2014	Mayenne (1e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Jérôme Guedj	François Lamy	04.05.2014	05.05.2014	Essonne (6e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Hélène Vainqueur-Christophe	Victorin Lurel	04.05.2014	05.05.2014	Guadeloupe (4e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Franck Montaugé	Philippe Martin	04.05.2014	05.05.2014	Gers (1e)
Fin de fonctions gouvernementales le 31 mars 2014	Frédéric Barbier	Pierre Moscovici	04.05.2014	05.05.2014	Doubs (4e)
Nomination au Gouvernement le 9 avril et remplacement le 10 mai 2014	Thierry Braillard	Gilda Hobert	11.05.2014	13.05.2014	Rhône (1e)
Nomination au Gouvernement le 9 avril et remplacement le 10 mai 2014	Christian Eckert	Jean-Marc Fournel	11.05.2014	13.05.2014	Meurthe-et-Moselle (3e)
Nomination au Gouvernement le 9 avril et remplacement le 10 mai 2014	Annick Girardin	Catherine Pen	11.05.2014	13.05.2014	Saint-Pierre et Miquelon
Nomination au Gouvernement le 9 avril et remplacement le 10 mai 2014	Jean-Marie Le Guen	Anne-Christine Lang	11.05.2014	13.05.2014	Paris (9e)
Nomination au Gouvernement le 9 avril et remplacement le 10 mai 2014	Axelle Lemaire	Christophe Premat	11.05.2014	13.05.2014	Français hors de France (3e)
Nomination au Gouvernement le 9 avril et remplacement le 10 mai 2014	Ségolène Neuville	Robert Olive	11.05.2014	13.05.2014	Pyrénées-Orientales (3e)
Démission le 13 mai 2014	Catherine Pen		13.05.2014	13.05.2014	Saint-Pierre et Miquelon

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau Député	J.O. L.D.	SÉANCE	CIRCONSCRIPTION
Élection partielle les 25 mai et 1er juin 2014		Laurence Arribagé	03.06.2014	03.06.2014	Haute-Garonne (3e)
Nomination au Gouvernement le 3 juin et remplacement le 4 juillet 2014	Carole Delga	Joël Aviragnet	05.07.2014	07.07.2014	Haute-Garonne (8e)
Nomination au Gouvernement le 3 juin et remplacement le 4 juillet 2014	Thierry Mandon	Romain Colas	05.07.2014	07.07.2014	Essonne (9e)
Élection partielle les 22 et 29 juin 2014		Laurent Degallaix	01.07.2014	30.06.2014	Nord (21e)
Élection partielle les 22 et 29 juin 2014		Annick Girardin	01.07.2014	30.06.2014	Saint-Pierre-et-Miquelon
Élection partielle les 22 et 29 juin 2014		Maina Sage	01.07.2014	30.06.2014	Polynésie française (1e)
Fin de fonctions gouvernementales le 3 juin 2014	Pierre Léautey	Valérie Fourneyron	05.07.2014	07.07.2014	Seine-Maritime (1ère)
Cessation de son mandat de députée le 29 juillet à minuit et poursuite de ses fonctions gouvernementales. et remplacement le 30 juillet 2014	Annick Girardin	Stéphane Claireaux	31.07.2014	09.09.2014	Saint-Pierre-et-Miquelon
Nomination au Gouvernement le 26 août et remplacement le 27 septembre 2014	Pascale Boistard	Pascal Demarthe	28.09.2014	01.10.2014	Somme (1e)
Nomination au Gouvernement le 26 août et remplacement le 27 septembre 2014	Alain Vidalies	Florence Delaunay	28.09.2014	01.10.2014	Landes (1e)
Fin de fonctions gouvernementales le 25 août 2014	Thérèse Guilbert	Frédéric Cuvillier	28.09.2014	01.10.2014	Pas-de-Calais (5e)
Fin de fonctions gouvernementales le 25 août 2014	Gérard Terrier	Aurélie Filippetti	28.09.2014	01.10.2014	Moselle (1ère)
Fin de fonctions gouvernementales le 25 août 2014	Jean-Philippe Mallé	Benoît Hamon	28.09.2014	01.10.2014	Yvelines (11e)

Sièges vacants (aucun siège n'était vacant au 30.09.2014)

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date de début et de la fin de la mission
Mme Estelle Grelier (SRC)	Ministre du redressement productif	02 octobre 2013 – 31 mars 2014
M. Hugues Fourage (SRC)	Ministre de l'intérieur	07 octobre 2013 – 16 janvier 2014
M. Michel Françaix (SRC)	Ministre de la culture et la communication	04 octobre 2013 – 31 mars 2014
M. Serge Bardy (SRC)	Ministre du redressement productif Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	10 janvier 2014 – 9 juillet 2014
Mme Dominique Orliac (RRDP)	Ministre de l'intérieur Ministre chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion	22 janvier 2014 – 21 juillet 2014
M. Thomas Thévenoud (SRC)	Ministre de l'intérieur Ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme	13 février 2014 – 12 août 2014
Mme Clotilde Valter (SRC)	Ministre du redressement productif	17 février 2014 – 16 août 2014
Mme Corinne Erhel (SRC)	Ministre chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion Ministre déléguée chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique	25 février 2014 – 23 juillet 2014
Mme Annie Le Houerou (SRC)	Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social Ministre chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion	20 mars 2014 – 19 septembre 2014
M. Pierre Moscovici (SRC)	Premier ministre	5 mai 2014 – 31 octobre 2014
M. Yves Blein (SRC)	Ministre de l'intérieur Ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports	23 mai 2014 – 18 novembre 2014
M. Dominique Potier (SRC)	Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	30 mai 2014 – 27 novembre 2014
M. Alain Claeys (SRC) M. Jean Léonetti	Ministre des affaires sociales et de la santé	20 juin 2014 –
M. Jean-Patrick Gille (SRC)	Premier ministre	24 juin 2014 –
M. Alain Vidalies (SRC)	Ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social	1 ^{er} juillet 2014 – 26 août 2014
M. Jean-Yves Le Bouillonec (SRC)	Ministre de la justice	8 juillet 2014 –

Annexe III

Commissions élargies (PLF 2014) – temps passé en commissions élargies : répartition par mission budgétaire et par commission permanente

Commissions élargies	Durée	Fin	Aff cult	Aff éco	Aff étr	Aff soc	Déf	Dév dur	Lois
Anciens combattants	01:50	*					*		
Sport jeunesse et vie associative	02:25	*	*						
Action extérieure de l'Etat	02:00	*	*		*				
Enseignement scolaire	02:45	*	*						
Défense	03:20	*			*		*		
Justice	02:35	*							*
Recherche et enseignement sup	03:05	*	*	*				*	
Aide publique au développement	01:20	*			*				
Conseil et contrôle de l'Etat	01:55	*							
Relations avec les collectivités territoriales	02:00	*							*
Solidarité	02:20	*		*		*			
Outre-mer	03:10	*		*					*
Egalité des territoires	03:00	*						*	
Administration générale et territoriale de l'Etat	02:10	*							*
Travail et emploi	02:15	*				*			
Sécurité	03:00	*					*		*
Politique des territoires	01:20	*						*	
Gestion des finances publiques	02:35	*							*
Culture	02:10	*	*						
Engagements financiers	01:20	*							
Immigration asile	02:25	*			*				*
Médias	02:15	*	*		*				
Economie	04:15	*		*	*				
Agriculture	02:45	*		*					
Santé	02:15	*				*			
Ecologie	05:20	*		*	*			*	
Total	42:35	42:35	14:40	20:55	20:55	06:50	08:10	12:45	17:55

Annexe IV

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Fiscalité des hébergements touristiques	17	15 h 15	1	23	2108 09.07.2014
Programme d'investissement d'avenir (en cours)	13	15 h 00	0	14	-

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Réunions de travail	2	0:45	-	-	
Le financement de la branche Famille	8	19:00	-	43	N° 1918 30 avril 2014
Le transport de patients	9	24:45	-	70	
La mise en œuvre des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	9	22:30	-	56	

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
L'investissement étranger en France	- Affaires économiques - Affaires étrangères	12.03.2014	17	20 h 30	1	42	-

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Écotaxe poids lourds	19.11.2013	04.12.2013	27	37 h 15	4	79	1937 14.05.2014
Simplification législative	26.11.2013	11.12.2013	14	22 h 45	1	34	2268 09.10.2014
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	13.05.2014	04.06.2014	23	23 h 00	-	56	2239 02.10.2014
Candidature de la France à l'exposition universelle de 2025	14.01.2014	22.01.2014	40	45 h 15	-	82	2325 28.10.2014

Annexe V

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de Nomination
04.10.2013	Vice-présidence de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	Jean-Marie Levaux	Finances	Favorable 17.10.2013	21.11.2013 JO 24.11.2013
05.11.2013	Président-directeur général de Météo France	Jean-Marc Lacave	Dév. durable	Favorable (18 pour, 0 contre) 19.11.2013	19.12.2013 JO 22.12.2013
02.12.2013	Président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique	Jean-Louis Nadal	Lois	Favorable (33 pour, 11 contre) 11.12.2013	19.12.2013 JO 20.12.2013
02.12.2013	Membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique	Danielle Rivaille	Lois	Favorable (36 pour, 0 contre) 11.12.2013	Décembre 2013 (par le Président de l'AN)
28.01.2014	Président du Centre national de la recherche scientifique	Alain Fuchs	Aff. culturelles	Favorable (28 pour, 0 contre) 19.02.2014	27.02.2014 JO 28.02.2014
04.02.2014	Président de l'autorité de la concurrence	Bruno Lasserre	Aff. économiques	Favorable (11 pour, 0 contre) 19.02.2014	28.02.2014 JO 01.03.2014
28.03.2014	Président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale	Yves Lévy	Aff. culturelles	Favorable (11 pour, 0 contre, 1 abstention) 16.04.2014	12.06.2014 JO 13.06.2014
17.04.2014	Directeur-général de la Caisse des dépôts et consignations	Pierre-René Lemas	Finances	Favorable (39 pour, 7 contre) 14.05.2014	21.05.2014 JO 22 05 2014
16.05.2014	Président du conseil d'administration de Voies navigables de France	Stéphane Saint-André	Dév. durable	Favorable (16 pour, 0 contre, 5 abstentions) 03.06.2014	12.06.2014 JO 13.06.2014
04.07.2014	Président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens	Pierre Mongin	Dév. durable	Favorable (15 pour, 0 contre) 16.07.2014	24.07.2014 JO 25.07.2014
12.06.2014	Contrôleur général des lieux de privation de liberté	Adeline Hazan	Lois	Favorable (35 pour, 23 contre) 02.07.2014	17.07.2014 JO 18.07.2014
12.06.2014	Défenseur des droits	Jacques Toubon	Lois	Favorable (32 pour, 19 contre) 09.07.2014	17.07.2014 JO 18.07.2014
02.07.2014	Président du Haut conseil des biotechnologies	Christine Noiville	Dév. durable	Favorable (15 pour, 0 contre) 22.07.2014	
04.07.2014	Présidence d'Aéroports de Paris	Augustin de Romanet	Dév. durable	Favorable (13 pour, 0 contre) 22.07.2014	24.07.2014 JO 25.07.2014
16.07.2014	Président de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France	Philippe Duron	Dév. durable	Favorable (26 pour, 0 contre) 09.09.2014	22.09.2014 JO 24.09.2014
12.09.2014	Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	Pierre-Marie Abadie	Dév. durable	Favorable (20 pour, 0 contre) 15.10.2014	21.10.2014 JO 23.10.2014

Annexe VI

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet et numéro de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
sur la stratégie numérique de l'Union européenne (n° 1410)	N° 1458 15.10.2013	Aff. économiques	01.11.2013
sur Europol (n° 1539)	N° 1596 04.12.2013	Lois	20.12.2013
Publication d'informations non financières par les entreprises (n° 1688)	N° 1764 05.02.2014	Dév durable	21.02.2014
Avis motivé <i>en application de l'article 88-6</i> sur la conformité au principe de subsidiarité, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux nouveaux aliments (n° 1705)	-	Aff. sociales	15.02.2014
Juste échange au plan international (n° 1771)	N° 1834 26.02.2014	Aff. étrangères	14.03.2014
Nouvelles substances psychoactives (n° 1838)	-	Aff. sociales	12.04.2014
Présence de bisphénol A dans les jouets et de parabènes dans les produits d'hygiène destinés aux jeunes enfants (n° 1868)	-	Aff. sociales	28.05.2014
sur la proposition de règlement relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) (n° 1890)	N° 1935 14.05.2014	Lois	31.05.2014
sur les orientations pour l'avenir de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (n° 1988)	N° 2014 11.06.2014	Lois	27.06.2014
Visant à sécuriser et harmoniser l'information et le parcours de soin des personnes ayant contracté la maladie de Lyme (n° 2003)	N° 2068 – (AEU) 01.07.2014	Aff. sociales	17.08.2014
Sur la protection des marques (n° 2010)	-	Aff. culturelles	26.07.2014

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Objet et numéro de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Adoptée en séance publique le
Progrès de l'union bancaire et de l'intégration économique au sein de l'Union économique et monétaire (n° 1666)	-	Finances	30.01.2014
Proposition de règlement du Conseil portant création du parquet européen (COM [2013] 534 final) (n° 1616)	N° 1658 (AEU) 17.12.2013 N°1706 (LOIS) 15.01.2014	Lois	31.01.2014
Projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États unis d'Amérique (n° 1876)	N° 1930 (AEU) 13.05.2014 N° 1938 (AET) 14.05.2014	Aff. étrangères	22.05.2014

Annexe VII

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Fonctionnement de l'action du Gouvernement et des services de l'État entre le 04.12.2012 et le 02.04.2013 dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la démission d'un membre du Gouvernement	UDI	24.04.2013	15.05.2013	1408 08.10.2013
Conditions de privatisation de la société nationale Corse Méditerranée	RRDP	12.06.2013	19.06.2013	1629 11.12.2013
Projet de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, tant dans ses causes économiques et financières que dans ses conséquences économiques, sociales et environnementales	SRC	26.06.2013	03.07.2013	1632 11.12.2013
Coûts de la filière nucléaire	Écolo	11.12.2013	19.12.2013	2007 05.06.2014
Exil des forces vives de France	UMP	09.04.2014	30.04.2014	2250 08.10.2014
Difficultés du monde associatif	GDR	28.05.2014	24.06.2014	2383 20.11.2014
Impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail	UDI	11.06.2014	01.07.2014	2436 09.12.2014
Tarifs de l'électricité	SRC	10.09.2014	01.10.2014	<i>en instance</i>

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Fonctionnement de l'action du Gouvernement et des services de l'État entre le 04.12.2012 et le 02.04.2013 dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la démission d'un membre du Gouvernement	1	1 h 00	-	-
Conditions de privatisation de la société nationale Corse Méditerranée	10	10 h 15	-	15
Projet de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, tant dans ses causes économiques et financières que dans ses conséquences économiques, sociales et environnementales	17	24 h 30	2	21
Coûts de la filière nucléaire	67	82 h 15	1	112
Exil des forces vives de France	35	35 h 45	1	50
Difficultés du monde associatif dans la période actuelle	19	26 h 30	-	90
Impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail	15	18 h 30	-	26
Tarifs de l'électricité	-	-	-	-

Annexe VIII

Propositions de loi AN rejetées

1. Proposition de loi (n° 1031) relative à l'introduction des territoires ruraux dans le code de l'éducation (1^{ère} séance du 03 octobre 2013) ;
2. Proposition de loi (n°494) relative au prêt à taux zéro pour l'aménagement du domicile des personnes handicapées (2^{ème} séance du 3 octobre 2013) ;
3. Proposition de loi (n° 809) relative à la continuité du service public dans les transports maritimes (2^{ème} séance du 3 octobre 2013) ;
4. Proposition de loi (n° 1469) relative au rétablissement des avantages liés aux heures supplémentaires (2^{ème} séance du 28 novembre 2013) ;
5. Proposition de loi relative (n° 1583) relative au libre choix des maires concernant les rythmes scolaires (1^{ère} séance du 5 décembre 2013) ;
6. Proposition de loi relative (n° 1486) relative à l'ouverture la nuit des commerces dans les zones touristiques d'affluence exceptionnelle (2^{ème} séance du 5 décembre 2013) ;
7. Proposition de loi relative (n° 13) relative à la création des objectifs régionaux de dépenses d'assurance maladie (1^{ère} séance du 20 février 2014) ;
8. Proposition de loi relative (n° 966) relative à la déclaration de domiciliation (1^{ère} séance du 17 avril 2014) ;
9. Proposition de loi relative (n° 1782) relative aux arrêts de travail et indemnités journalières (1^{ère} séance du 17 avril 2014) ;
10. Proposition de loi relative (n° 1874) relative à la modulation des contributions des entreprises (2^{ème} séance du 22 mai 2014) ;
11. Proposition de loi relative (n° 1907) relative à la lutte contre l'apologie du terrorisme sur internet (1^{ère} séance du 12 juin 2014).

Proposition de loi Sénat rejetée

1. Proposition de loi relative (n° 640) relative au versement des allocations au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant lui a été confié par le juge (2^{ème} séance du 12 juin 2014).

Annexe IX

Liste chronologique des lois promulguées ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. 11 octobre 2013 *- Loi n° 2013-906 loi organique relative à la transparence de la vie publique (Pj AN) (54 adts). (adoptée en session extra 2012-2013)
2. 11 octobre 2013 * - Loi n° 2013-907 relative à la transparence de la vie publique (Pj AN) (59 adts). (adoptée en session extra 2012-2013)
3. 17 octobre 2013- Loi n° 2013-921 portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics (Pn Sénat) (7 adts).
4. 17 octobre 2013- Loi n° 2013-922 visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques et à faciliter la reconstitution des titres de propriété en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin (Pn Sénat).
5. 12 novembre 2013 – Loi n° 2013-1005 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens (Pj Sénat) (8 adts).
6. 13 novembre 2013 – Loi n° 2013-1007 autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (Pj Sénat).
7. 13 novembre 2013 – Loi n° 2013-1008 autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (Pj Sénat).
8. 13 novembre 2013 – Loi n° 2013-1009 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région wallonne du Royaume de Belgique sur l'accueil des personnes handicapées (Pj Sénat).
9. 15 novembre 2013 * – Loi organique n° 2013-1026 relative à l'indépendance de l'audiovisuel public (Pj AN).
10. 15 novembre 2013 * – Loi organique n° 2013-1027 portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (Pj Sénat) (6 adts).
11. 15 novembre 2013 – Loi n° 2013-1028 relative à l'indépendance de l'audiovisuel public (Pj AN) (19 adts).
12. 15 novembre 2013 – Loi n° 2013-1029 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (Pj Sénat) (36 adts).

⁽¹⁾ Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution.

⁽²⁾ Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

13. 2 décembre 2013 – Loi n° 2013-1089 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l’exploitation d’une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin (Pj AN).
14. 6 décembre 2013 * – Loi organique n° 2013-1114 portant application de l’article 11 de la Constitution (Pj AN) (35 adts).
15. 6 décembre 2013 * – Loi organique n° 2013-1115 relative au procureur de la République financier (Pj AN).
16. 6 décembre 2013 – Loi n° 2013-1116 portant application de l’article 11 de la Constitution (Pj AN) (20 adts).
17. 6 décembre 2013 * – Loi n° 2013-1117 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière (Pj AN) (50 adts).
18. 6 décembre 2013 – Loi n° 2013-1118 autorisant l’expérimentation des maisons de naissance (Pn Sénat).
19. 16 décembre 2013 – Loi n° 2013-1158 autorisant la ratification du traité entre la République française et la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l’adoption (Pj AN).
20. 16 décembre 2013 – Loi n° 2013-1159 transposant la directive 2013/1/UE du Conseil, du 20 décembre 2012, modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l’exercice du droit d’éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l’Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants (Pj AN).
21. 18 décembre 2013 – Loi n°2013-1168 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale (Pj Sénat) (41 adts).
22. 23 décembre 2013 – Loi n° 2013-1201 autorisant l’approbation de l’avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l’évasion fiscale en matière d’impôts sur le revenu et la fortune (Pj Sénat).
23. 23 décembre 2013 – Loi n° 2013-1202 autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes (Pj Sénat).
24. 23 décembre 2013 * – Loi n° 2013-1203 de financement de la sécurité sociale pour 2014 (Pj AN) (371 adts).
25. 27 décembre 2013 – Loi n° 2013-1226 autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République de Côte d’Ivoire (Pj AN).
26. 27 décembre 2013 – Loi n° 2013-1227 autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti (Pj AN).
27. 27 décembre 2013 – Loi n° 2013-1228 autorisant la ratification du traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la République française et la République du Sénégal (Pj AN).

28. 27 décembre 2013 – Loi n° 2013-1229 relative aux missions de l'établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime (Pn Sénat).
29. 29 décembre 2013 * – Loi n° 2013-1278 de finances pour 2014 (PJ AN) (176 adts).
30. 29 décembre 2013 * – Loi n° 2013-1279 de finances rectificative pour 2013 (Pj AN) (274 adts).
31. 2 janvier 2014 – Loi n° 2014-1 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises (Pj AN) (10 adts).
32. 20 janvier 2014 * – Loi n°2014-40 garantissant l'avenir et la justice du système de retraités (Pj AN) (199 adts).
33. 27 janvier 2014 – Loi n° 2014-56 visant à harmoniser les délais de prescription des infractions prévues par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, commises en raison du sexe, de l'orientation ou de l'identité sexuelle ou du handicap (Pn AN).
34. 27 janvier 2014 * – Loi n° 2014-57 relative aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, établissements et services de santé (Pn AN) (2 adts).
35. 27 janvier 2014 * – Loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Pj Sénat) (497 adts).
36. 6 février 2014 – Loi n° 2014-110 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national (Pn Sénat).
37. 14 février 2014 * – Loi organique n° 2014-125 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur (Pj AN) (18 adts).
38. 14 février 2014 * – Loi n° 2014-126 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (Pj An) (2 adts).
39. 21 février 2014 – Loi n° 2014-172 visant à reconnaître le vote blanc (Pn AN) (4 adts).
40. 21 février 2014 – Loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (Pj AN) (47 adts).
41. 24 février 2014 – Loi n° 2014-198 autorisant l'approbation de l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (Pj S).
42. 24 février 2014 – Loi n° 2014-199 autorisant la ratification de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (Pj S).
43. 24 février 2014 – Loi n° 2014-200 autorisant la ratification de la convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (Pj S).
44. 24 février 2014 – Loi n° 2014-201 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé (PJ AN).

45. 27 février 2014 – Loi n° 2014-237 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne (pn AN) (1 adt).
46. 5 mars 2014 –Loi n° 2014-288 relative à la formation professionnelle, à l’emploi et à la démocratie sociale (PJ AN°) (205 adts).
47. 7 mars 2014 – Loi n° 2014-305 autorisant l’approbation de l’accord de coopération administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la lutte contre l’emploi non déclaré et au respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services (PjS).
48. 7 mars 2014 – Loi n° 2014-306 autorisant l’approbation de l’accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l’Uruguay (Pj S).
49. 7 mars 2014 – Loi n° 2014-307 autorisant l’approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l’Atlantique du nord-est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques (Pj S).
50. 7 mars 2014 – Loi n° 2014-308 autorisant l’approbation du protocole commun relatif à l’application de la convention de Vienne et de la convention de Paris (PJ S).
51. 11 mars 2014 – Loi n° 2014-315 renforçant la lutte contre la contrefaçon (Pn S) (28 adts).
52. 17 mars 2014 * – Loi n° 2014-344 relative à la consommation (Pj AN) (220 adts).
53. 24 mars 2014 * – Loi n° 2014-366 pour l’accès au logement et un urbanisme rénové (PJ AN) (465 adts) + (rectificatif paru au JO du 21/06/2014).
54. 28 mars 2014 * – Loi n° 2014-372 relative à la géolocalisation (Pj S) (12 adts).
55. 29 mars 2014 * – Loi n° 2014-384 visant à reconquérir l’économie réelle (Pn AN) (63 adts).
56. 28 avril 2014 – Loi n° 2014-426 autorisant la ratification de l’accord-cadre entre la France et l’Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière (Pj AN).
57. 28 avril 2014 – Loi n° 2014-427 autorisant la ratification de l’accord entre la France et le Brésil en matière de sécurité sociale (Pj AN).
58. 9 mai 2014 – Loi n° 2014-459 permettant le don de jours de repos à un parent d’enfant gravement malade (Pn AN) (3 adts).
59. 14 mai 2014 – Loi n° 2014-476 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l’égard des femmes et la violence domestique (Pj AN).
60. 26 mai 2014 - Loi n° 2014-528 modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (Pn Sénat) (1 adt).
61. 26 mai 2014 – Loi n° 2014-529 visant à mettre en place un dispositif de réduction d’activité des moniteurs de ski ayant atteint l’âge d’ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l’activité des nouveaux moniteurs (Pn AN) (6 adts).

62. 27 mai 2014 – Loi n° 2014-534 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes (Pj AN).
63. 27 mai 2014 – Loi n° 2014-535 portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil, du 22 mai 2012, relative au droit à l’information dans le cadre des procédures pénales (Pj S) (18 adts).
64. 28 mai 2014 – Loi n° 2014-546 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Consortium des centres internationaux de recherche agricole relatif au siège au siège du Consortium et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (Pj AN).
65. 28 mai 2014 – Loi n° 2014-547 autorisant l’approbation de l’accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d’organisation internationale (Pj AN).
66. 28 mai 2014 – Loi n° 2014-548 autorisant l’approbation de l’accord relatif à l’hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo (Pj AN).
67. 2 juin 2014 *– Loi n° 2014-567 relative à l’interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié (Pn AN).
68. 13 juin 2014 – Loi n° 2014-617 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d’assurance vie en déshérence (Pn AN) (26 adts).
69. 18 juin 2014 – Loi n° 2014-626 relative à l’artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (Pj AN) (59 adts).
70. 20 juin 2014 – Loi n° 2014-640 relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d’une condamnation pénale définitive (Pn AN) (4 adts).
71. 1er juillet 2014 – Loi n° 2014-742 relative aux activités privées de protection des navires (Pj AN) (43 adts).
72. 1er juillet 2014 – Loi n° 2014-743 relative à la procédure applicable devant le conseil de prud’hommes dans le cadre d’une prise d’acte de rupture du contrat de travail par un salarié (Pn AN).
73. 1er juillet 2014 – Loi n° 2014-744 permettant la création de sociétés d’économie mixte à opération unique (Pn S) (6 adts).
74. 7 juillet 2014 – Loi n° 2014-770 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et au statut de leurs forces (Pj AN).
75. 7 juillet 2014 – Loi n° 2014-771 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son protocole d’application (Pj AN).

76. 7 juillet 2014 – Loi n° 2014-772 autorisant l’approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie portant sur l’application de l’accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Pj AN).
77. 7 juillet 2014 – Loi n° 2014-773 d’orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (Pj AN) (56 adts).
78. 7 juillet 2014 – Loi n° 2014-774 visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d’art de rétablissement des voies (Pn S) (8 adts).
79. 8 juillet 2014 – Loi n° 2014-776 autorisant l’approbation de l’accord sous forme d’échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour le développement de la coopération et de l’entraide administrative en matière de sécurité sociale (Pj S).
80. 8 juillet 2014 – Loi n° 2014-777 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg concernant la mise en place et l’exploitation d’un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune (Pj S).
81. 8 juillet 2014 – Loi n° 2014-778 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (Pj S).
82. 8 juillet 2014 – Loi n° 2014-779 encadrant les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d’édition (Pn AN) (3 adts).
83. 10 juillet 2014 – Loi n° 2014-788 tendant au développement, à l’encadrement des stages et à l’amélioration du statut des stagiaires (Pn AN) (22 adts).
84. 10 juillet 2014 – Loi n°2014-789 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d’habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (Pj Sénat) (12 adts).
85. 10 juillet 2014 – Loi n° 2014-790 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale (Pn AN) (20 adts).
86. 29 juillet 2014 – Loi n° 2014-844 relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public (Pj Sénat) (1 adt).
87. 31 juillet 2014 – Loi n° 2014-855 de règlement du budget et d’approbation des comptes de l’année 2013 (Pj S).
88. 31 juillet 2014 – Loi n° 2014-856 relative à l’économie sociale et solidaire (Pj S).

89. 4 août 2014 * – Loi organique n° 2014-871 relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (Pn AN).
90. 4 août 2014 – Loi n° 2014-872 portant réforme ferroviaire (Pj AN) (155 adts).
91. 4 août 2014 * – Loi n° 2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (Pj S) (92 adts).
92. 4 août 2014 – Loi n° 2014-874 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, de sécurité civile et d'administration (Pj S).
93. 4 août 2014 – Loi n° 2014-875 autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de sécurité intérieure entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Émirats arabes unis (Pj S).
94. 4 août 2014 – Loi n° 2014-876 autorisation l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (Pj S).
95. 4 août 2014 – Loi n° 2014-877 facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public (Pn AN) (3 adts).
96. 4 août 2014 – Loi n° 2014-878 relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland (Lyon) (2 Pn AN).
97. 8 août 2014 * – Loi n° 2014-891 de finances rectificative pour 2014 (Pj AN) (131 adts).
98. 8 août 2014 * – Loi n° 2014-892 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (Pj AN) (80 adts).
99. 15 août 2014 * – Loi n°2014-896 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales (Pj AN) (43 adts)
100. 29 septembre 2014 – Loi n° 2014-1098 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite loi « FATCA ») (Pj S).

Annexe X

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines (lecture CMP) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi portant réforme ferroviaire (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de sécurité intérieure entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Émirats arabes unis (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, de sécurité civile et d'administration (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale (lecture définitive) ;
- Projet de loi pour l'égalité entre les hommes et les femmes (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (1^{ère} lecture).
- Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (lecture CMP) ;
- Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (1^{ère} lecture) ;

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en oeuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») (1^{ère} lecture) ;

Propositions :

- Proposition de loi relative aux taxis et voitures de transport avec chauffeur (1^{ère} lecture);
- Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon) (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (lecture CMP) ;
- Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux tarifs de l'électricité ;
- Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale, afin de doter les groupes parlementaires d'un statut d'association ;
- Proposition de loi relative aux taxis et voitures de transport avec chauffeur (2^{ème} lecture);

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaine du Gouvernement :

Projets :

- Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système des retraites (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2014 (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière (lecture définitive) ;
- Projet de loi organique relatif au Procureur de la République financier (lecture définitive) ;
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (1^{ère} lecture) ;

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région wallonne du Royaume de Belgique sur l'accueil des personnes handicapées (1^{ère} lecture);
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (lecture CMP) ;
- Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (lecture CMP) ;
- Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système des retraites (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la consommation (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2013 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2014 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2014 (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2013 (lecture définitive);
- Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système des retraites (lecture définitive) ;
- Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (lecture CMP) ;
- Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (2^{ème} lecture) ;

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la géolocalisation (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la consommation (lecture CMP) ;
- Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi portant réforme ferroviaire (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (lecture CMP) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part (1^{ère} lecture) ;

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (lecture CMP) ;
- Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2014 (1^{ère} lecture).

Propositions :

- Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques et à faciliter la reconstitution des titres de propriété en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux coûts de la filière nucléaire, à la durée d'exploitation des réacteurs et à divers aspects financiers de cette production ;
- Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution pour la promotion d'une politique d'égalité des territoires ;
- Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, établissements et services de santé (2^{ème} lecture) ;
- Proposition de loi visant à harmoniser les délais de prescription des infractions prévues par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, commises en raison du sexe, de l'orientation ou de l'identité sexuelle ou du handicap (2^{ème} lecture) ;
- Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative aux arrêts de travail et aux indemnités journalières (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la suspension des poursuites engagées par le Parquet de Paris contre M. Henri Guaino, député, pour outrage à magistrat et discrédit jeté sur un acte ou une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'autorité parentale et à l'intérêt de l'enfant (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale (lecture CMP) ;

- Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (lecture CMP) ;

Semaine de l'Assemblée :

Projets :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2013 (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (lecture définitive) ;
- Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur (lecture définitive) ;
- Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisation l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Consortium des centres internationaux de recherche agricole relatif au siège du Consortium et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (1^{ère} lecture) ;

Propositions :

- Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge de liquidation de leur pension de retraite et souhaitant prolonger leur activité au bénéfice des nouveaux moniteurs (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi constitutionnelle visant à ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à redonner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel (nouvelle lecture) ;
- Proposition de résolution relative aux enfants réunionnais placés en métropole dans les années 1960 et 1970 ;
- Proposition de résolution appelant à la reconnaissance des droits légitimes de la France sur le plateau continental de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale (1^{ère} lecture) ;

- Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance de l'Assemblée nationale pour les actes d'héroïsme et les actions militaires des membres des forces armées alliées ayant pris part au débarquement en Normandie, en France, le 6 juin 1944 ;
- Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte à opération unique (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'autorité parentale et à l'intérêt de l'enfant (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution européenne sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ;
- Proposition de loi relative à la modulation des contributions des entreprises (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies (1^{ère} lecture).

Semaine de contrôle (art. 48, al. 4 C):

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2013 (1^{ère} lecture) ;

Projets :

- Projet de loi relatif à la géolocalisation (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérative du Brésil en matière de sécurité sociale (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole commun relatif à l'application de la convention de Vienne et de la convention de Paris (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la lutte contre l'emploi non déclaré et au respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay (1^{ère} lecture) ;
- Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (lecture CMP) ;
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (1^{ère} lecture) ;

Propositions :

- Proposition de résolution européenne sur les progrès de l'union bancaire et de l'intégration économique au sein de l'Union économique et monétaire ;
- Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (lecture définitive) ;
- Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'exil des forces vives de France ;
- Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (lecture CMP) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les difficultés du monde associatif dans la période de crise actuelle, de proposer des réponses concrètes et d'avenir pour que les associations puissent assurer leurs missions, maintenir et développer les emplois liés à leurs activités, rayonner dans la vie locale et citoyenne et conforter le tissu social ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail ;
- Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive (2^{ème} lecture).

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C) :

- Proposition de loi tendant à ne pas intégrer la prestation de la livraison à domicile dans le prix unique du livre (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à introduire la notion de territoires ruraux et de montagne dans le code de l'éducation (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à accorder un prêt à taux zéro pour l'aménagement du domicile des personnes handicapées moteur (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections (2^{ème} lecture) ;
- Proposition de loi visant à rétablir les avantages liés aux heures supplémentaires (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi permettant le libre choix des maires concernant les rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre l'ambroisie à feuilles d'armoise, l'ambroisie trifide et l'ambroisie à épis lisses (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques (1^{ère} lecture) ;

- Proposition de loi organique portant modification de la loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition (2^{ème} lecture) ;
- Proposition de loi organique créant des objectifs régionaux de dépenses d'assurance maladie (ORDAM) (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la « Voie sacrée nationale » (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative aux effets de la prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi renforçant la lutte contre l'apologie du terrorisme sur internet (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de résolution relative au maintien d'une administration et de politiques publiques dédiées aux Français rapatriés d'outre-mer pour prendre en compte leurs ultimes et légitimes attentes ;
- Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire (1^{ère} lecture) ;
- Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge (1^{ère} lecture).


Annexe XI


CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2013-2014


RECT


arrêté par les Conférences des Présidents du 9 juillet 2013 et du 7 janvier 2014


2013					2014					
OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN		
M 1	V 1	Férié	D 1	M 1	Férié	S 1	M 1	J 1	Férié	D 1
M 2	S 2		L 2	J 2	Férié	D 2	M 2	V 2		L 2
J 3	D 3		M 3	V 3		L 3	J 3	S 3		M 3
V 4	L 4		M 4	S 4		M 4	V 4	D 4		M 4
S 5	M 5		J 5	D 5		M 5	S 5	L 5		J 5
D 6	M 6		V 6	L 6		J 6	D 6	M 6		V 6
L 7	J 7		S 7	M 7		V 7	L 7	M 7		S 7
M 8	V 8		D 8	M 8		S 8	M 8	J 8	Férié	D 8
M 9	S 9		L 9	J 9		D 9	M 9	V 9		L 9
J 10	D 10		V 10	S 11		L 10	J 10	S 10		M 10
V 11	L 11	Férié	M 11	M 11		M 11	V 11	D 11		M 11
S 12	M 12		J 12	M 12		M 12	S 12	L 12		J 12
D 13	M 13		V 13	L 13		J 13	D 13	M 13		V 13
L 14	J 14		S 14	M 14		V 14	L 14	M 14		S 14
M 15	V 15		D 15	M 15		S 15	M 15	J 15		D 15
M 16	S 16		L 16	J 16		D 16	M 16	V 16		L 16
J 17	D 17		M 17	V 17		L 17	J 17	S 17		M 17
V 18	L 18		M 18	S 18		M 18	V 18	D 18		M 18
S 19	M 19		J 19	D 19		M 19	S 19	L 19		J 19
D 20	M 20		V 20	L 20		J 20	D 20	M 20		V 20
L 21	J 21		S 21	M 21		V 21	L 21	M 21		S 21
M 22	V 22		D 22	M 22		S 22	M 22	J 22	GDR	D 22
M 23	S 23		L 23	J 23	Écolo	D 23	M 23	V 23		L 23
J 24	D 24		M 24	V 24		L 24	J 24	S 24		M 24
V 25	L 25		M 25	S 25		M 25	V 25	D 25		M 25
S 26	M 26		J 26	D 26		M 26	S 26	L 26		J 26
D 27	M 27		V 27	L 27		J 27	D 27	M 27		V 27
L 28	J 28	UDI	S 28	M 28		V 28	L 28	M 28		S 28
M 29	V 29		D 29	M 29		S 29	M 29	J 29	Férié	D 29
M 30	S 30		L 30	J 30		D 30	M 30	V 30		L 30
J 31			M 31	V 31		L 31		S 31		


 Semaine gouvernementale


 Suspension des travaux

 Semaine de l'Assemblée nationale

 Jour des groupes de l'opposition et minoritaires (UMP/UDI/Écolo/RRDP/GDR)

 Semaine de contrôle

 Budget / loi de financement sécurité sociale

 Budget / semaine gouvernementale

Annexe XII

Liste des textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2013-2014

N°	Date de publication au JOLD	N° DU TEXTE	OBJET DU TEXTE	Adoption définitive
1	04.10.2013	Pn S n°1575	Lutte contre la contrefaçon	S 2e lecture 26.02.2014
2	10.10.2013	Pj AN n°1337	Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine	CMP AN 13.02.2014
3	12.10.2013	Pj AN n° 459	Approbation de l'accord entre le Gvt de la République française et le Gvt de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin	S 1 ^{ère} lecture 18.11.2013
4	15.10.2013	Pj AN n° 1336	Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé	S 1 ^{ère} lecture 13.02.2014
5	24.10.2013	Pj S n°1577	Autorisant la ratification de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet	AN 1 ^{ère} lecture 13.02.2014
6	28.11.2013	Pj S n°1729	Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures	
7	23.12.2013	Pj S n° 1717	Géolocalisation	CMP S 24.02.2014
8	08.01.2014	Pn AN n°1572	mise en place d'un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant l'âge de liquidation de leur pension de retraite et souhaitant prolonger leur activité au bénéfice des nouveaux moniteurs	S 1 ^{ère} lecture 14.05.2014
9	08.01.2014	Pn AN n° 1636	mise en place d'un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant l'âge de liquidation de leur pension de retraite et souhaitant prolonger leur activité au bénéfice des nouveaux moniteurs	Fusion avec Pn n°1572
10	10.01.2014	Pj AN n° 1338	Artisanat, commerce et très petites entreprises	Sénat - CMP 05.06.2014
11	21.01.2014	Pj AN n° 1127	Protection du secret des sources des journalistes	
12	23.01.2014	Pj AN n° 1721	Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale	Sénat - CMP 27.02.2014
13	23.01.2014	Pj S n° 1814	Transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales	AN - CMP 15.05.2014
14	28.01.2014	Pn AN n°1730	Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne	S 1 ^{ère} lecture 17.02.2014
15	30.01.2014	Pj AN n°1627	Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale	Sénat - CMP 23.06.2014
16	30.01.2014	Pn AN n°1546	Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence	Sénat - CMP 03.06.2014
17	30.01.2014	Pn AN n°1686	Renforcement de la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale	AN – CMP 26.06.2014
18	30.01.2014	Pn AN n°1701	Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires	AN – CMP 26.06.2014
19	07.02.2014	Pn S (*)	Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié (texte rejeté par le Sénat le 17/02 /2014- Adoption d'une exception d'irrecevabilité)	x
20	22.02.2014	Pn AN n° 1797	Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON 810	S 1 ^{ère} lecture 05.05.2014

N°	Date de publication au JOLD	N° DU TEXTE	OBJET DU TEXTE	Adoption définitive
21	28.03.2014	Pj S n° 2296	Désignation des conseillers prud'homaux	
22	11.04.2014	Pj AN n° 1880	Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997	
23	11.04.2014	Pj S n° 1896	Habilitation du Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées	AN – CMP 26.06.2014
24	16.04.2014	Pj AN n° 1887	Ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées	
25	16.04.2014	Pj AN n° 1888	Ratification de la convention n°188 de l'Organisation internationale du travail relative au travail dans la pêche	
26	18.04.2014	Pj AN n° 1674	Activités privées de protection des navires	AN – CMP 19.06.2014
27	18.04.2014	Pj AN n° 1766	Approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale	S 1 ^{ère} lecture 15.05.2014
28	18.04.2014	Pj AN n° 1767	Approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Consortium des centres internationaux de recherche agricole relatif au siège du Consortium et à ses privilèges et immunités sur le territoire français	S 1 ^{ère} lecture 15.05.2014
29	18.04.2014	Pj AN n° 1796	Approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes	S 1 ^{ère} lecture 15.05.2014
30	18.04.2014	Pj AN n° 1846	Approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo	S 1 ^{ère} lecture 15.05.2014
31	23.04.2014	Pj S n° 1940	Sécurisation des contrats de prêts structurés par les personnes morales de droit public	S 2 ^{ème} lecture 17.07.2014
32	06.05.2014	Pn AN n° 1820	Infrastructures de recharge des véhicules électriques	AN 2 ^{ème} lecture 22.07.2014
33	14.05.2014	Pn AN n° 1848	Pouvoir de l'inspection du travail	
34	17.05.2014	Pj AN n° 1413	Prévention de la récidive et individualisation des peines	S – CMP 17.07.2014
35	23.05.2014	Pj AN n° 1468	Réforme ferroviaire	S – CMP 22.07.2014
36	26.05.2014	Pn AN n° 1877	Nomination des dirigeants de la SNCF	S – CMP 22.07.2014
37	29.05.2014	Pj AN n° 1984	Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013	AN – LD 23.07.2014
38	04.06.2014	Pj S n° (*)	Approbation du 5 ^e avenant à la convention du 19 janvier 1967 sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux	
39	19.06.2014	Pj S n°2100	Relatif aux délimitations des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral	
40	24.06.2014	Pn AN n° 2031	Sécurisation des transactions relatives à la ZAC du quartier de Gerland (Lyon) (M. Jean-Louis Touraine)	23.07.2014
41	24.06.2014	Pn AN n° 2032	Sécurisation des transactions relatives à la ZAC du quartier de Gerland (Lyon) (Mme Gilda Hobert)	Fusion Pn 2031
42	24.06.2014	Pn AN n° 2046	Taxis et voitures de transport avec chauffeur	AN – 2 ^{ème} lecture 18.09.2014
43	02.07.2014	Pj AN n° 2060	Simplification de la vie des entreprises	
44	03.07.2014	Pj AN n° 2095	Ratification de l'accord d'association UE-Amérique centrale	
45	03.07.2014	Pj S n°2297	Habilitation à prendre les mesures pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage	
46	09.07.2014	Pj S n°2179	Accord Etats-Unis relative à la mise en œuvre de la loi FATCA sur les comptes bancaires étrangers	AN – 1 ^{ère} lect 18.09.2014

N°	Date de publication au JOLD	N° DU TEXTE	OBJET DU TEXTE	Adoption définitive
47	10.07.2014	Pj AN n° 2110	Dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme	S – CMP 04.11.2014
48	17.07.2014	Pj AN n° 2148	Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière	
49	17.07.2014	Pj AN n° 2147	Financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020	
50	06.09.2014	Pj AN n° 2188	Transition énergétique pour la croissance verte	
51	11.09.2014	Pj S (*)	Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique	
52	25.09.2014	Pj S (*)	Portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne	

Annexe XIII

Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifié

N° DU TEXTE	NATURE DU TEXTE	OBJET DU TEXTE	DATE DE LA DISCUSSION
1377	Pj AN	Accord France-Russie sur la coopération en matière d'adoption	31.10.2013
1330	Pj S	Accord de libre-échange UE-Corée	31.10.2013
1331	Pj S	Accord cadre UE- Corée	31.10.2013
1332	Pj S	Accord France-région wallonne de Belgique pour l'accueil des handicapés	31.10.2013
1472	Pj S	Convention fiscale France Canada	12.12.2013
1420	Pj S	Ratification du traité sur les armes	12.12.2013
1026	Pj AN	Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique	13.02.2014
674	Pj S	Ratification de la convention n° 187 de l'organisation internationale du travail relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail	13.02.2014
1099	Pj S	Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse	13.02.2014
1577	Pj S	Ratification de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet	13.02.2014
1220	Pj S	Convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est	26.02.2014
1503	Pj AN	Accord avec le Brésil en matière de sécurité sociale	26.02.2014
976	Pj S	Protocole commun relatif à l'application de la convention de Vienne et de la Convention de Paris	26.02.2014
782	Pj S	Accord de coopération avec la Bulgarie relatif à la lutte contre l'emploi non déclaré et au respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services	26.02.2014
974	Pj S	Accord de sécurité sociale avec l'Uruguay	26.02.2014
1846	Pj AN	Accord relatif au centre de sécurité Galiléo	05.05.2014
1766	Pj AN	Approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale	05.05.2014
1767	Pj AN	Approbation de l'accord relatif au siège, aux privilèges et immunités du Consortium des centres internationaux de recherche agricole	05.05.2014
1796	Pj AN	Accord France-Canada relatif à la mobilité des jeunes	05.05.2014
679	Pj S	Coopération policière et douanière dans les zones frontalières avec le Luxembourg	26.06.2014
678	Pj S	Coopération policière et douanière dans la zone frontalière avec la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg	26.06.2014
1845	Pj AN	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	26.06.2014
193	Pj AN	Création d'un espace aérien commun avec la Géorgie	26.06.2014
194	Pj AN	Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens avec la Jordanie	26.06.2014
1098	Pj S	Accord de coopération en matière de sécurité sociale avec le Luxembourg	26.06.2014
289	Pj S	Accord avec la Géorgie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure	23.07.2014
104	Pj S	Accord de coopération en matière de sécurité intérieure avec les Émirats arabes unis	23.07.2014
288	Pj S	Accord avec le Liban sur la coopération en matière de sécurité intérieure, de sécurité civile et d'administration	23.07.2014

N° DU TEXTE	NATURE DU TEXTE	OBJET DU TEXTE	DATE DE LA DISCUSSION
192	Pj AN	Ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part	23.07.2014
2095	Pj AN	Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part	18.09.2014

Annexe XIV

Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date de la conférence des Présidents	Texte	Temps alloué aux groupes (+ Temps NI) (1)	Temps utilisé par les groupes et NI (1)	Temps global de séance utilisé	Dates de discussion
03.12.2013	Projet de loi relatif à la consommation (2 ^{ème} lecture)	15 h 00 (0 h 20)	8 h 13	18 h 55	9-10 et 16 décembre 2013
03.12.2013	Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (2 ^{ème} lecture)	15 h 00 (0 h 20)	8 h 23	15 h 15	10, 11 et 12 décembre 2013
17.12.2013	Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt	30 h 00 (0 h 40)	21 h 42	42 h 56	7, 8, 9 et 10, 14 janvier 2014
14.01.2014	Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (2 ^e lecture)	15 h 00 (0 h 20)	8 h 29	20 h 40	14, 15 et 16 janvier 2014
21.01.2014	Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale	20 h 00 (0 h 25)	13 h 43	28 h 56	5, 6 et 7 février 2014
28.01.2014	Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises	20 h 00 (0 h 30)	8 h 04	14 h 50	12, 13 et 18 février 2014
20.05.2014	Projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines	30 h 00 (0 h 40)	18 h 08	28 h 32	3, 4, 5 et 10 juin 2014
01.07.2014	Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (2 ^e lecture)	15 h 00 (0 h 20)	10 h 11	19 h 41	7, 8 et 9 juillet 2014
08.07.2014	Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral	30 h 00 (0 h 40)	19 h 54	31 h 52	16, 17, 18 et 23 juillet 2014
09.09.2014	Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme	15 h 00 (0 h 20)	10 h 50	17 h 47	15, 16, 17 et 18 septembre 2014

(1) Ce temps n'inclut pas les interventions des présidents des groupes (article 49, alinéa 8 du Règlement de l'Assemblée nationale).

Annexe XV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Discussion en séance du rapport de la CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
		AN	Sénat	
Projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie Pj S n° 719 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	09.10.2013	31.10.2013	17.10.2013	31 octobre 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer Pj S n° 718 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	09.10.2013	31.10.2013 (2 adts)	17.10.2013 (2 adts)	31 octobre 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens Pj AN n° 1276 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	09.10.2013	30.10.2013	17.10.2013	30 octobre 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur Pj AN n° 885 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	09.10.2013	NL 20.11.2013	NL 15.01.2014	22 janvier 2014 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen Pj AN n° 886 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	09.10.2013	NL 20.11.2013	NL 15.01.2014	22 janvier 2014 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public Pj AN n° 1113 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	15.10.2013	31.10.2013	17.10.2013	31 octobre 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public Pj AN n° 1114 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	15.10.2013	31.10.2013	17.10.2013	31 octobre 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution Pj S n° 770 Après 2 ^e lecture	30.10.2013	19.11.2013 (1 adt)	21.11.2013	21 novembre 2013 Adoption au Sénat
Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution Pj S n° 771 Après 2 ^e lecture	30.10.2013	19.11.2013	21.11.2013	21 novembre 2013 Adoption au Sénat

Texte	Date de nomination du Bureau	Discussion en séance du rapport de la CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
		AN	Sénat	
Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites Pj AN n° 1376 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	06.11.2013	NL 26.11.2013	NL 16.12.2013	18 décembre 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 Pj AN n° 1412 Après 1 ^e lecture	18.11.2013	NL 26.11.2013	NL 28.11.2013	3 décembre 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi de finances pour 2014 Pj AN n° 1395 Après 1 ^e lecture	05.12.2013	NL 13.12.2013	NL 17.12.2013	19 décembre 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi de finances rectificative pour 2013 Pj AN n° 1547 Après 1 ^e lecture	16.12.2013	NL 17.12.2013	NL 18.12.2013	19 décembre 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles Pj S n° 1120 Après 2 ^e lecture	17.12.2013	19.12.2013 (1 adt)	19.12.2013 (1 adt)	19 décembre 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine Pj AN 1337 Après 1 ^{ère} lecture	04.02.2014	13.02.2014	12.02.2014	13 février 2014 Adoption à l'AN
Proposition de loi visant à redonner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel Pn AN n° 1037 Après 1 ^{ère} lecture	05.02.2014	NL 17.02.2014	NL 21.02.2014	24 février 2014 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi relatif à la consommation Pj AN n° 1015 Après 2 ^e lecture	06.02.2014	13.02.2014 (1 adt)	12.02.2014 (1 adt)	13 février 2014 Adoption à l'AN
Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové Pj AN n° 1179 Après 2 ^e lecture	11.02.2014	19.02.2014 (12 adts)	20.02.2014 (12 adts)	20.02.2014 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la géolocalisation Pj S n° 1717 Après 1 ^{ère} lecture	18.02.2014	24.02.2014	24.02.2014	24.02.2014 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale Pj AN n° 1721 Après 1 ^{ère} lecture	24.02.2014	26.02.2014 (6 adts)	27.02.2014 (6 adts)	27.02.2014 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures Pj S n° 1729 Après 1 ^{ère} lecture	13.05.2014	NL 30.10.2014	<i>en instance</i>	<i>en instance</i>
Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales Pj S n° 1814 Après 1 ^{ère} lecture	13.05.2014	15.05.2014 (2 adts)	15.05.2014 (2 adts)	15.05.2014 Adoption à l'AN

Texte	Date de nomination du Bureau	Discussion en séance du rapport de la CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
		AN	Sénat	
Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence Pn AN n° 1546 Après 1 ^{ère} lecture	20.05.2014	26.05.2014 (4 adts)	03.06.2014 (4 adts)	03.06.2014 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires Pj AN n° 1674 Après 1 ^{ère} lecture	21.05.2014	19.06.2014 (2 adts)	03.06.2014 (2 adts)	19.06.2014 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises PJ AN N° 1338 Après 1 ^{ère} lecture	21.05.14	26.05.2014 (7 adts)	05.06.2014 (7 adts)	05.06.2014 Adoption au Sénat
Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires Pn AN n° 1701 Après 1 ^{ère} lecture	03.06.14	26.06.2014 (1 adt)	12.06.2014 (1 adt)	26.06.2014 Adoption à l'AN
Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale Pn AN n° 1686 Après 1 ^{ère} lecture	04.06.2014	26.06.2014 (1 adt)	12.06.2014 (1 adt)	26.06.2014 Adoption à l'AN
Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale Pj AN Après 1 ^{ère} lecture	04.06.2014	19.06.2014	23.06.2014	23.06.2014 Adoption au Sénat
Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées Pj S Après 1 ^{ère} lecture	17.06.2014	26.06.2014	24.06.2014	26.06.2014 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines Pj AN Après 1 ^{ère} lecture	08.07.2014	16.07.2014 (10 adts)	17.07.2014 (4 adts)	17.07.2014 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire Pj S Après 2 ^e lecture	16.07.2014	21.07.2014	17.07.2014	21.07.2014 Adoption à l'AN
Projet de loi de finances rectificative pour 2014 Pj AN Après 1 ^{ère} lecture	10.07.2014	NL 16.07.2014	NL 21.07.2014	23.07.2014 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi portant réforme ferroviaire Pj AN Après 1 ^{ère} lecture	16.07.2014	21.07.2014	22.07.2014	22.07.2014 Adoption au Sénat
Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF Pn AN Après 1 ^{ère} lecture	16.07.2014	21.07.2014	22.07.2014	22.07.2014 Adoption au Sénat
Projet de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 Pj AN Après 1 ^{ère} lecture	17.07.2014	NL 21.07.2014	NL 22.07.2014	23/07/2014 Adoption à l'AN en lecture définitive

Texte	Date de nomination du Bureau	Discussion en séance du rapport de la CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
		AN	Sénat	
Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2014 Pj AN Après 1 ^{ère} lecture	17.07.2014	NL 21.07.2014	NL 22.07.2014	23/07/2014 Adoption à l'AN en lecture définitive
Egalité réelle entre les femmes et les hommes Pj S Après 2 ^{ème} lecture	21/07/1014	23.07.2014	23.07.2014	23/07/2014 Adoption à l'AN
Agriculture, alimentation et forêt Pj AN Après 2 ^{ème} lecture	23/07/2014	11.09.2014 (1 adt)	24/07/2014 (1 adt)	11/09/2014 Adoption à l'AN

Annexe XVI

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Aucun scrutin secret n'a eu lieu durant la période couverte par le présent recueil.

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
687	05/11/2013	le projet de loi organique relatif au procureur de la République financier (lecture définitive).	336	203	28
768	22/01/2014	l'ensemble du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur (lecture définitive).	313	225	14
785	08/04/2014	la déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Manuel Valls (en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution).	306	239	26
786	29/04/2014	la déclaration du Gouvernement sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017 (en application de l'article 50-1 de la Constitution).	265	232	67
901	16/09/2014	la déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Manuel Valls (application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution).	269	244	53

3. Scrutins publics solennels

(scrutins publics ordinaires décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
596	01/10/2013	l'ensemble de la proposition de loi visant à redonner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel.	285	214	16
647	15/10/2013	l'ensemble du projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.	270	249	49
663	22/10/2013	l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2014.	316	249	2
678	29/10/2013	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.	320	243	5
686	05/11/2013	l'ensemble du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière.	358	198	3
698	19/11/2013	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2014.	320	242	6
701	20/11/2013	le projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur.	302	225	14
702	20/11/2013	le projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen.	305	224	11

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
725	26/11/2013	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (nouvelle lecture).	318	242	1
726	26/11/2013	l'ensemble du projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (nouvelle lecture).	291	243	27
736	03/12/2013	le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (lecture définitive).	316	233	5
737	03/12/2013	le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale.	292	251	7
738	04/12/2013	l'ensemble de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel (première lecture).	268	138	79
745	10/12/2013	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2013 (première lecture).	305	229	3
765	14/01/2014	l'ensemble du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.	332	205	22
769	22/01/2014	l'ensemble du projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (lecture définitive).	300	198	17
773	28/01/2014	l'ensemble du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (première lecture).	359	24	174
774	28/01/2014	la proposition de loi constitutionnelle visant à ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (première lecture).	361	149	19
779	18/02/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.	323	1	180
781	19/02/2014	l'ensemble du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (texte de la commission mixte paritaire).	297	165	5
782	25/02/2014	l'ensemble de la proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale.	323	10	148
783	25/02/2014	la déclaration du Gouvernement, en application de l'article 35, alinéa 3, de la Constitution, sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises en Centrafrique.	428	14	21
790	20/05/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (première lecture).	314	165	50
810	10/06/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines.	328	231	0
835	17/06/2014	la proposition de résolution relative au maintien d'une administration et de politiques publiques dédiées aux Français rapatriés d'outre-mer pour prendre en compte leurs ultimes et légitimes attentes.	196	222	3
840	24/06/2014	le projet de loi portant réforme ferroviaire.	355	168	27
841	24/06/2014	la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF.	346	167	33
849	01/07/2014	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (première lecture).	307	232	14
868	08/07/2014	l'ensemble du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première lecture).	272	234	54
898	23/07/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.	261	205	85
902	17/09/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.	302	181	23

Annexe XVII

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique relative à la transparence de la vie publique	Premier ministre 18 septembre 2013	2013-675 DC 09.10.2013	12.10.2013	Non-conformité partielle
Loi organique relative à l'indépendance de l'audiovisuel public	Premier ministre 31 octobre 2013	2013-677 DC 14.11.2013	16.11.2013	Non-conformité partielle
Loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie	Premier ministre 31 octobre 2013	2013-678 DC 14.11.2013	16.11.2013	Conformité avec réserves
Loi organique relative au procureur de la République financier	Premier ministre 6 novembre 2013	2013-680 DC 04.12.2013	07.12.2013	Conformité
Loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution	Premier ministre 21 novembre 2013	2013-681 DC 05.12.2013	07.12.2013	Conformité avec réserves
Loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur	Premier ministre 23 janvier 2014	2014-689 DC 13.02.2014	16.02.2014	Non-conformité partielle
Loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF	Premier ministre 23 juillet 2014	2014-697 DC 24.07.2014	05.08.2014	Conformité

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à la transparence de la vie publique	Plus de 60 sénateurs 18.09.2013 Plus de 60 députés 20.09.2013	2013-676 DC 09.10.2013	12.10.2013	Non-conformité partielle
Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière	Plus de 60 sénateurs 06.11.2013	2013-679 DC 04.12.2013	07.12.2013	Non-conformité partielle
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014	Plus de 60 sénateurs 04.12.2013 Plus de 60 députés 05.12.2013	2013-682 DC 19.12.2013	24.12.2013	Non-conformité partielle
Loi de finances rectificative pour 2013	Plus de 60 députés 19.12.2013 Plus de 60 sénateurs 20.12.2013	2013-684 DC 29.12.2013	30.12.2013	Non-conformité partielle
Loi de finances pour 2014	Plus de 60 députés 19.12.2013 Plus de 60 sénateurs 20.12.2013	2013-685 DC 29.12.2013	30.12.2013	Non-conformité partielle
Conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, établissements et services de santé	Plus de 60 députés 26.12.2013	2013-686 DC 23.01.2014	28.01.2014	Conformité
Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	Plus de 60 députés 26.12.2013	2013-687 DC 23.01.2014	28.01.2014	Conformité avec réserves
Loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites	Plus de 60 députés 19.12.2013	2013-683-DC 16.01.2014	21.01.2014	Conformité

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen	Plus de 60 députés 23.01.2014	2014-688 DC 13.02.2014	16.02.2014	Conformité avec réserves
Loi relative à la consommation	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 17.01.2014	2014-690 DC 13.03.2014	18.03.2014	Conformité avec réserves
Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 24.02.2014	2014-691 DC 20.03.2014	26.03.2014	Non-conformité partielle
Loi visant à reconquérir l'économie réelle	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 27.02.2014	2014-692 DC 27.03.2014	01.04.2014	Non-conformité partielle
Loi relative à la géolocalisation	Plus de 60 députés 27.02.2014	2014-693 DC 25.03.2014	29.03.2014	Non-conformité partielle
Loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié	Plus de 60 sénateurs 06.05.2014 Plus de 60 députés 12.05.2014	2014-694 DC 28.05.2014	03.06.2014	Conformité
Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public	Plus de 60 députés 18.07.2014	2014-695 DC 24.07.2014	30.07.2014	Conformité
Loi de finances rectificative pour 2014	Plus de 60 députés 24.07.2014	2014-699 DC 06.08.2014	09.08.2014	Conformité
Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014	Plus de 60 députés 24.07.2014	2014-698 DC 06.08.2014	09.08.2014	Non-conformité partielle
Loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes	Plus de 60 sénateurs 24.07.2014	2014-700 DC 31.07.2014	05.08.2014	Non-conformité partielle
Loi relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales	Plus de 60 députés 18.07.2014	2014-696 DC 07.08.2014	17.08.2014	Non-conformité partielle

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Les articles L.2312-2 et L.2312-3 du code de la santé publique ; l'article 16 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ; le d et le t du 27° de l'article 9 de l'ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports ; l'article 69 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole	Premier ministre 11 octobre 2013	2013-241 L 05.11.2013	07.11.2013	Réglementaire
Premier alinéa des articles L. 231-11, L 261-11-1, L 262-5 et L 662-2 du code de la construction et de l'habitation	Premier ministre 6 novembre 2013	2013-242 L 22.11.2013	24.11.2013	Réglementaire
Cinquième alinéa de l'article L. 621-5 du code rural et de la pêche maritime	Premier ministre 9 janvier 2014	2014-243 L 16.01.2014	19.01.2014	Réglementaire
Article 3 et 2° alinéa de l'article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995	Premier ministre 22 janvier 2014	2014-244 L 06.02.2014	09.02.2014	Réglementaire
Article 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral	Premier ministre 6 février 2014	2014-245 L 28.02.2014	02.03.2014	Réglementaire
Article L. 723-23 du code rural et de la pêche maritime	Premier ministre 6 mars 2014	2014-246 L 20.03.2014	23.03.2014	Réglementaire
Article L. 4443-4-1 du code de la santé publique	Premier ministre 2 avril 2014	2014-247 L 25.04.2014	27.04.2014	Réglementaire
Article L. 231-2, troisième alinéa de l'article L. 231-7 et première phrase du quatorzième alinéa de l'article L. 766-5 du code de la sécurité sociale	Premier ministre 2 mai 2014	2014-248 L 22.05.2014	25.05.2014	Réglementaire

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Articles L. 321-29, L. 321-30, L. 321-32 et L. 321-33 du code de l'urbanisme ; Article L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales ; Article 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ; Annexe III de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ; intitulé de la section 3 du chapitre 1 ^{er} du titre II de livre II du code de l'urbanisme.	Premier ministre 25 juin 2014	2014-250 L 09.07.2014	11.07.2014	Réglementaire
Article L 632-7 du code de l'éducation et la mention de cet article figurant aux articles L. 681-1, L 683-1 et L 684-1 du même code	Premier ministre 20.06.2014	2014-249L 18.07.2014	20.07.2014	Réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact (Application de l'article 39 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral	Premier ministre après demande du Sénat 26.06.2014	2014-12 FNR 01.07.2014	03.07.2014	Conforme

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir (Application de l'article 41 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
le paragraphe I de l'article L. 5843-2 du code général des collectivités territoriales en tant qu'il rend applicable en Polynésie française les articles L. 5721-3 et L. 5721-5 de ce code », le paragraphe III de l'article L. 5843-2 et l'article L. 5843-3 de ce code	Président de la Polynésie française 07.05.2014	2014-2 LOM 26.06.2014	01.07.2014	Non compétence territoriale
L'article 26 de l'ordonnance n° 2009-536 du 14 mai 2009 portant diverses dispositions d'adaptation du droit outre-mer, en tant qu'il modifie l'article 11 de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics	Président de la Polynésie française 12.06.2014	2014-3 LOM 11.09.2014	24.09.2014	Compétence territoriale
Article 12 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public	Président de la Polynésie française 30.06.2014	2014-4 LOM 19.09.2014	21.09.2014	Compétence territoriale

Annexe XVIII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Suivi d'un vote
29.10.2013	Débat sur les enjeux budgétaires européens (PLF)	M. Thierry Repentin, ministre des affaires européennes	NON
29.10.2013	Débat sur l'égalité hommes-femmes (PLF)	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes	NON
04.11.2013	Débat sur les investissements d'avenir (PLF)	M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie	NON
10.12.2013	Déclaration du Gouvernement sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine et débat sur cette déclaration	M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre	NON
25.02.2014	Débat sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises en Centrafrique	M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense	OUI
29.04.2014	Déclaration du Gouvernement sur le projet de programme de stabilité 2014-2017	M. Manuel Valls, Premier Ministre (présence également de nombreux ministres dont Arnaud Montebourg, Ministre de l'économie du redressement productif et du numérique et Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics)	OUI
09.07.2014	Débat d'orientation sur les finances publiques	Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics - M. Christian Eckert, SE chargé du Budget	NON
24.09.2014	Déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées en Irak	M. Manuel Valls, Premier ministre	NON

Tenus à la demande des commissions permanentes

Date	Objet	Ministre
02.12.2013	Débat sur la proposition de directive sur le détachement des travailleurs	M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
27.05.2014	Débat sur le rapport relatif à l'évaluation de la politique d'accueil des demandeurs d'asile	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Objet	Ministre
28.01.2014	Débat sur le rapport relatif à l'évaluation des politiques publiques en faveur de la mobilité sociale des jeunes	Mme George Pau-Langevin, ministre de la réussite éducative
29.01.2014	Débat sur l'évaluation de la loi du 14 juin 2013 et ses effets sur la sécurisation de l'emploi	M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
29.01.2014	Débat sur le rapport de la commission d'enquête sur les conditions de la privatisation de la SNCM	M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, chargé des transports, de la mer et de la pêche
30.01.2014	Débat sur la protection de la vie privée à l'heure e la surveillance numérique commerciale et institutionnelle	Mme Fleur Pellerin, ministre des PME, de l'innovation et de l'économie numérique
26.02.2014	Débat sur l'accessibilité des services au public dans les territoires fragiles	Mme Marylise Lebanchu, ministre de la réforme de l'état Mme Escoffier, ministre des collectivités territoriales
26.02.2014	Débat sur l'action de l'État en matière de transports urbains	M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, chargé des transports, de la mer et de la pêche

Date	Objet	Ministre
26.05.2014	Débat sur la situation de l'aéronautique française	M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, chargé des transports, de la mer et de la pêche
27.05.2014	Débat sur la réforme territoriale	Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'état M. André Valini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale
28.05.2014	Débat sur les politiques européennes en matière de lutte contre le réchauffement climatique	M. Harlem Désir, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes
11.06.2014	Débat sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique	-

Annexe XIX

Engagement de responsabilité et censure

(article 49 de la Constitution)

1) Engagements de responsabilité

Date	Gouvernement	Type de procédure	Résultat du vote	
			Pour	Contre
Mardi 8 avril 2014 (n° 785)	Manuel Valls	Déclaration de politique générale (art 49, al 1)	306	239
Mardi 16 septembre 2014 (n° 901)	Manuel Valls (II)	Déclaration de politique générale (art 49, al 1)	269	244

2) Motions de censure

Aucune motion de censure n'a été déposée au cours de la session 2013-2014.

Annexe XX

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites du 1^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD
Premier ministre : JM Ayrault, puis M. Valls ⁽¹⁾	102	0
Affaires étrangères et développement international : L. Fabius ⁽¹⁾	49	4
Affaires européennes T. Repentin, puis H. Désir ⁽¹⁾	17	0
Affaires sociales et santé : M. Touraine	59	49
Agriculture, agroalimentaire et forêt, Porte-parole du Gouvernement : Stéphane Le Foll ⁽¹⁾	32	15
Agroalimentaire : G. Garot ⁽²⁾	5	1
Anciens combattants : K. Arif ⁽²⁾	6	1
Anciens combattants et mémoire : K. Arif ⁽¹⁾	4	0
Artisanat, commerce et tourisme : S. Pinel ⁽²⁾	3	2
Budget : B. Cazeneuve, puis C. Eckert ⁽⁴⁾	80	5
Commerce, artisanat, consommation et économie sociale et solidaire : V. Fourneyron ⁽¹⁾ , puis C. Delga ⁽³⁾	3	1
Commerce extérieur : N. Bricq ⁽²⁾	4	0
Commerce extérieur, promotion du tourisme et Français de l'étranger : F. Pellerin ⁽⁴⁾ puis M. Fekl ⁽¹⁾	5	3
Culture et communication : A. Filippetti puis Fleur Pellerin ⁽⁵⁾	10	3
Décentralisation : AM. Escoffier ⁽²⁾	4	1
Décentralisation et fonction publique : M. Lebranchu ⁽³⁾	3	5
Décentralisation, réforme de l'État et fonction publique : M. Lebranchu ⁽¹⁾⁽⁴⁾	12	3
Défense : JY. Le Drian	20	4
Développement : P. Canfin ⁽²⁾	4	0
Développement et francophonie : A. Girardin ⁽¹⁾	2	0
Droits des femmes : Mme P. Boistard ⁽⁵⁾	0	0
Droits des femmes, porte-parole du Gouvernement : N. Vallaud-Belkacem ⁽²⁾	9	0
Droits des femmes, ville, jeunesse et sports : N. Vallaud-Belkacem ⁽¹⁾	7	2
Écologie, développement durable et énergie : P. Martin, puis S. Royal ⁽²⁾	39	20
Économie et finances : P. Moscovici ⁽²⁾	40	3
Economie, industrie et numérique : E. Macron ⁽⁵⁾	6	0
Economie, redressement productif et numérique : A. Montebourg ⁽⁶⁾	25	14
Économie sociale et solidaire et consommation : B. Hamon ⁽²⁾	4	0
Éducation nationale : V. Peillon ⁽²⁾	53	9
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche : B. Hamon ⁽¹⁾ puis N. Vallaud-Belkacem ⁽⁵⁾	23	12
Égalité des territoires et logement : C. Duflot ⁽²⁾	5	7
Enseignement supérieur et recherche : G. Fioraso	16	4
Famille : D. Bertinotti ⁽²⁾	10	0
Famille, personnes âgées et autonomie : L. Rossignol ⁽¹⁾	6	0
Finances et comptes publics : M. Sapin ⁽¹⁾	32	5
Français de l'étranger : H. Conway-Mouret ⁽²⁾	2	2
Francophonie : Y. Benguigui ⁽²⁾	0	0
Intérieur : M. Valls, puis B. Cazeneuve ⁽¹⁾	56	44

Ministères	QG	QOSD
Justice : C. Taubira	26	14
Logement et égalité des territoires et ruralité : S. Pinel ⁽¹⁾⁽⁵⁾	8	10
Numérique : Axelle Lemaire ⁽⁴⁾	5	1
Outre-mer : V. Lurel, puis G. Pau-Langevin ⁽¹⁾	16	1
Personnes âgées et autonomie : M. Delaunay ⁽⁵⁾	1	1
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion : MA. Carlotti, puis S. Neuville ⁽¹⁾	5	3
PME, innovation et économie numérique : F. Pellerin ⁽²⁾	6	1
Politique de la ville : M. El Khomry ⁽⁵⁾	0	0
Redressement productif : A. Montebourg ⁽²⁾	33	21
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique : M. Lebranchu ⁽²⁾	14	4
Réforme de l'État et simplification : T. Mandon ⁽³⁾	2	0
Réforme territoriale : A. Vallini ⁽¹⁾	0	0
Relations avec le Parlement : A. Vidalies, puis JM Le Guen ⁽¹⁾	27	0
Réussite éducative : G. Pau-Langevin ⁽²⁾	3	0
Sports : T. Braillard ⁽¹⁾	0	1
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative : V. Fourneyron ⁽²⁾	4	0
Transports, mer et pêche : F. Cuvillier puis A. Vidalies ⁽⁵⁾	32	49
Travail, emploi et dialogue social : F. Rebsamen ⁽¹⁾	23	9
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social : M. Sapin ⁽²⁾	29	11
Ville : F. Lamy ⁽²⁾	1	4
Ville, jeunesse et sports : P. Kanner ⁽⁵⁾	0	0
Total	992 ⁽⁸⁾	349

(1) décrets des 2 et 9 avril 2014

(2) ministère ayant quitté la structure ministérielle (décrets des 2 et 9 avril 2014)

(3) décret du 3 juin 2014

(4) ministère ayant quitté la structure ministérielle (décret du 3 juin 2014)

(5) décret du 26 août 2014

(6) ministère ayant quitté la structure ministérielle (décret du 26 août 2014)

(7) décret du 3 septembre 2014

(8) non compris la question n° 1177 de M Christian Jacob (rappel au Règlement).

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	82
Affaires étrangères	485
Affaires européennes.....	98
Affaires sociales et santé.....	3108
Agriculture, agroalimentaire et forêt.....	1423
Agroalimentaire.....	24
Anciens combattants et mémoire	481
Artisanat, commerce et tourisme et commerce artisanat.....	762
Budget	808
Commerce extérieur, tourisme et Français de l'étranger	196
Culture et communication	797
Décentralisation.....	23
Décentralisation et fonction publique	134
Décentralisation, réforme de l'État et fonction publique	28
Défense.....	345
Développement	18
Droits des femmes.....	42
Écologie, développement et énergie.....	2267
Économie et finances	880
Économie, redressement productif et numérique	240
Économie sociale et solidaire et consommation	127
Éducation nationale.....	1277
Égalité des territoires et logement	443
Enseignement supérieur et recherche.....	504
Famille	203
Femmes, ville jeunesse et sports	69
Finances et comptes publics.....	641
Français de l'étranger	51
Francophonie.....	63
Handicapés	175
Intérieur	1959
Justice.....	1424
Outre-mer	77
Personnes âgées et autonomie	110
Handicapés, personnes âgées et autonomie	13
Logement et égalité des territoires	178
Logement, égalité des territoires et ruralité.....	48
Numérique.....	29
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion	13
PME, innovation et économie numérique	12
Redressement productif.....	84
Réforme de l'État et simplification	2
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique.....	239
Relations avec le Parlement	29
Réussite éducative	22
Sports	3
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	228
Transports, mer et pêche	769
Travail, emploi et dialogue social	448
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	442
Ville.....	29
Ville jeunesse et sports.....	1
Total.....	21 953

